

# IL NE FAUT PAS MÉLANGER LES FORTUNES : TRAVAIL, GENRE ET REVENUS CHEZ LES COMMERÇANTES DE BOLIVIE \*

Pascale ABSI

« Bonjour, j'ai mal à la tête, vous avez un calmant ? » — « Un calmant à un ou deux boliviens ? » — « Un stylo, s'il vous plaît » — « Cinquante centimes ou un bs ? »

En Bolivie, l'offre commerciale ne se fait généralement ni en fonction de la qualité du produit, ni de son poids. Sur les marchés, on achète plus volontiers un bs de carottes qu'un kilo ou cent grammes. Que les choix de consommation soient dictés par le pouvoir d'achat est loin d'être inédit. Que ce critère puisse s'imposer *a priori* sur d'autres considérations — comme l'adéquation réelle d'un médicament ou la nature du stylo proposé — est révélateur de ce que Sol Tax appelait cette « économie du centime » qui caractérise une grande partie de la population bolivienne. Mais comment se gère ce centime au quotidien ? Quel est son statut à la fois marchand, social, et symbolique au sein des flux monétaires familiaux ? Mieux le comprendre est le but de cet article sur les pratiques et les représentations des revenus dans des familles où le fait de disposer d'entrées au jour le jour donne à l'argent un caractère particulier.

Il est construit autour d'une enquête réalisée auprès de quatre femmes commerçantes des milieux miniers de la ville de Potosí. En août et septembre 2004, elles ont rempli, jour après jour, deux questionnaires. Sur le premier, elles ont consigné sous huit rubriques (pain, viande, produits secs, fruits et légumes, récréations des enfants, gaz, eau et électricité, autres à spécifier), les dépenses quotidiennes du foyer. Sur le

second, elles ont enregistré les mouvements économiques de leur commerce ainsi que les autres revenus monétaires du foyer, notamment leurs activités extra et l'apport des hommes, maris ou amants. Une cinquième femme, au foyer, a également rempli le premier questionnaire. En retour chacune a reçu 300 boliviens (30 euros). Au moins une fois par semaine, nous nous sommes réunies avec chacune d'elles pour faire le point et contextualiser les données recueillies. Afin de compléter les enquêtes, j'ai également mené des entretiens avec d'autres femmes des mêmes quartiers.

Le faible nombre des enquêtées limite évidemment la portée des données quantitatives recueillies. Au-delà d'une approximation aux gains et aux dépenses contrôlées par les femmes, le but des questionnaires était surtout d'entamer un dialogue sur la gestion des revenus et de leur destin en fonction de leur origine. Que les femmes n'aient pu enregistrer que les mouvements dont elles avaient connaissance est, autant qu'une limite, un objet de l'analyse : ce qui passe, ou non, entre leurs mains est une interrogation centrale pour comprendre une gestion familiale dont les femmes sont théoriquement les responsables mais que, dans les faits, elles ne maîtrisent qu'en partie. Au final, cette perspective plus qualitative que quantitative se voulait d'apporter un complément d'information aux classiques enquêtes de foyer à vocation statistique. C'est ici que le microsociologique peut permettre de comprendre que si un sou est un sou, tous les sous ne se mélangent ni ne se valent pas, pas plus que dans un couple, la richesse et le niveau de vie de l'homme n'équivalent à celui de la femme ou des enfants.

### **Le choix des enquêtées**

L'enquête ne porte que sur des femmes. Les quelques hommes auxquels je me suis adressée ont poliment rangé les questionnaires dans leur poche ou leur boîte à gants. Je n'ai pas insisté. La raison de ces refus aimables tient au fait que l'argent qu'ils manipulent ne se compte, ni ne se raconte pas comme celui des femmes. Cette différence est liée au rôle des femmes d'administrer le quotidien avec l'argent dont elles disposent : le leur et, le cas échéant, celui que leur remettent l'homme et les enfants. Dans cette économie de pénurie, il n'y a guère de place pour des dépenses superflues. À l'inverse, détailler leurs gains et leurs dépenses expose les hommes à un contrôle qu'ils refusent : celui de leurs épouses auxquelles ils remettent rarement la totalité de leurs revenus. On comprend qu'ils préfèrent disposer librement de leur argent de poche sans que le plat du jour, ou la tournée des bars, soient gâchés par le rappel du sac de riz vide

ou des souliers troués du fils. Les femmes disent que les hommes sont plus égoïstes qu'elles. Force est de constater que la médiation des femmes auxquelles il revient d'assurer la césure entre les revenus masculins et les dépenses du foyer rend la position des hommes plus confortable. Elle leur permet de dire « Je ne sais pas ce que fait mon épouse avec l'argent » ou bien « elle ne sait pas faire durer l'argent » plus souvent de mettre la main à la poche pour corriger, à sa source, l'insuffisance des revenus. Évidemment tout cela est très général. Mais s'il existe un monde entre l'homme qui se met quelques pesos de côté et celui qui ne donne à sa femme que le tiers de ses revenus, il est socialement admis que l'homme dispose d'un jardin secret, celui de ses dépenses extra – parfois de ses économies – qu'aucune enquête ne saurait déflorer. Ceci prend tout son sens dans une économie où la montée de l'informel tend à faire disparaître le principal instrument de contrôle des femmes sur les revenus masculins : la feuille de paye.

Quant à l'échantillon, il ne prétend pas être représentatif. Le choix des cinq femmes se doit à des raisons d'affinités. Il fallait compter sur leur confiance et sur la possibilité de les accompagner sur leur poste de vente et dans leur maison. Poursuivre les questionnaires sur plusieurs mois aurait sans doute été enrichissant mais contraignant. C'est la raison pour laquelle ils n'ont duré qu'un mois et demi alors que nos discussions se sont prolongées au-delà. Une autre limite de l'enquête est la particularité du monde minier et ouvrier de Potosi puisque toutes les femmes de l'enquête sont, ou ont été, épouses de mineurs. À Potosi, le milieu de la mine se caractérise par sa position médiatrice entre le monde rural des paysans andins d'où sont généralement issus les mineurs – la plupart sont migrants ou fils de migrants – et les couches urbaines populaires. Il est l'espace au sein duquel la culture paysanne se modifie au contact de la ville. L'appartenance de mes interlocutrices à ce milieu explique qu'elles partagent un certain nombre de représentations et d'*habitus* relatifs aux rôles de genre dans la sphère du travail et la gestion des revenus.

*« L'homme travaille, la femme est faite pour la maison »*

Dans un couple, « l'homme travaille et la femme est faite pour la maison ». Cette injonction, usuelle dans la bouche des mineurs, reflète l'adoption ouvrière d'une division spatiale des rôles sexuels inédite dans le monde rural. Dans les campagnes de Potosi, bien que leurs tâches puissent être distinctes, maris et femmes travaillent ensemble dans les champs. Les femmes y cuisinent également lors des semailles et des récoltes et sont responsables, avec les enfants, du pâturage des animaux.

Les tâches domestiques (cuisine, lavage, soins des enfants) incombent également aux femmes dont il est courant de dire qu'elles sont moins mobiles — notamment par la migration — que les hommes. Pourtant, il ne viendrait à l'idée d'aucun paysan d'assigner à son épouse un espace — la maison — et ce faisant, de considérer la vie productive qui se déroule en dehors comme une affaire d'hommes. À l'inverse, les mineurs revendiquent une stricte, bien que rarement totalement réalisée, division spatiale des rôles productifs qui réserve aux hommes mariés la production hors de la maison et aux femmes, la gestion des revenus et des affaires domestiques. Ainsi, l'association paysanne de la femme avec la cuisine et le foyer prend en ville un sens strict : celui de l'attribution d'un espace distinct aux hommes et aux femmes. La figure urbaine de l'épouse au foyer cristallise ce marquage sexué des espaces qui assigne à la femme un univers bien plus limité que ses consœurs paysannes dont les champs, les lieux de ramassage de bois de feu et les pâturages mêmes lointains prolongent la sphère domestique. Inspirée par les classes urbaines supérieures — qui y adhèrent pourtant de moins en moins —, la figure de la femme au foyer symbolise la rupture programmée avec le monde paysan qui accompagne le désir d'ascension sociale des migrants ruraux. Elle célèbre la réussite — même précaire — de l'intégration au marché. À la différence des hommes paysans qui migrent quelques mois par an à Potosi à la recherche de revenus monétaires d'appoint, l'installation à long terme des familles minières en ville implique une dépendance bien plus forte au marché du travail et à l'argent. Source de revenus parmi d'autres dans les campagnes, l'argent des hommes devient primordial en ville.

Ainsi, c'est à la croisée des croissantes contraintes monétaires et de l'idéologie de la femme au foyer comme expression du pouvoir des hommes d'y répondre que se définissent les représentations du travail, de l'argent et des identités de genre dans les milieux miniers. Dans les campagnes, l'effort physique est la mesure du travail (en quechua *llankay*) et le travail de la terre son référent mais s'il est admis que les hommes travaillent plus que les femmes, celles-ci ne sont pas tenues à l'écart du travail productif. En ville en revanche, le travail n'est plus une activité de production partagée entre les hommes et les femmes. Même si la notion d'effort est toujours présente, le travail s'entend d'abord comme une qualité masculine idéale : celle de gagner de l'argent hors de la maison et d'être la seule source de revenus de la famille. Préserver son identité masculine et les prérogatives qui y sont attachées suppose donc que les hommes contrôlent l'accès des femmes au marché du travail. Cela implique aussi qu'ils remplissent leur rôle de pourvoyeurs de revenus ;

leur échec peut remettre en cause la configuration familiale. Dans le témoignage suivant, une femme, fatiguée de ne pas pouvoir compter sur son mari, décide de vendre des boissons à la porte de la coopérative minière où il travaille, l'exposant à se faire traiter d'efféminé pour ne pas assumer les dépenses de la maison. Réponse à la rupture du contrat masculin, la stratégie transgressive de l'épouse qui se met à travailler s'est révélée très efficace pour remettre chacun à sa place :

« J'avais une amie, son mari gagnait bien sa vie mais elle vivait mal avec lui. Je lui ai dit : « Menace le ton mari. Va vendre à la porte de la coopérative. Tu vas voir ». C'est ce qu'elle a fait. Son mari lui a dit : « Tu vas voir si tu continues à vendre à la porte de la coopérative... Tu ne vas plus y aller, que vont dire mes compagnons ? Que tu n'as pas d'argent, que tu fais travailler ta femme, que tu n'es pas un homme... » [en quechua *q'ewa*, efféminé] Il l'a sortie presque à coups de poings. Mais maintenant elle dit qu'il lui donne l'argent sans rien dire, elle dit qu'il lui donne 200 bs par semaine. »

### **Un travail pas comme les autres : le statut féminin du commerce**

Les normes sociales sont une chose, la réalité en est une autre. Dans le contexte de crise actuel de la Bolivie les hommes, même lorsqu'ils le souhaitent, ont de plus en plus de mal à assumer leur rôle de pourvoyeur de revenus. Dans le milieu minier, la fermeture des exploitations d'État au milieu des années 1980, la reconversion aux coopératives où les revenus sont bien plus aléatoires, l'épuisement des filons, les caprices du marché international et l'insuffisance des retraites ont considérablement appauvri les familles. Alors, beaucoup de femmes sont tentées de travailler. Ce faisant, elles cherchent aussi à soustraire une partie des revenus au contrôle des hommes.

Si les mineurs sont encore réticents à l'idée que leurs femmes travaillent, parmi toutes les activités lucratives le commerce de détail représente un moindre mal : il n'est pas un vrai travail au sens où l'entend la société minière. La conceptualisation du commerce comme « non-travail » le construit idéologiquement comme une activité typiquement féminine, au-delà du fait qu'il représente une des rares possibilités d'insertion des femmes peu qualifiées sur le marché du travail. En refusant au commerce de détail le statut de travail, elle préserve la traditionnelle répartition des rôles entre les hommes et les femmes en milieu minier.

« Qu'est-ce que tu fais ? » À cette question, aucune des commerçantes qui se tiennent à côté de leur étal ne répond qu'elle est en train de travailler. Elles se contentent généralement d'un évasif « je suis là, assise », ou d'un « je regarde c'est tout ». Il est également surprenant que très peu citent « commerçante » — à l'inverse de cuisinière ou lavandière — parmi les activités qui concernent le travail des femmes. Ainsi, lorsque Costa a décidé d'abandonner son emploi de cuisinière pour vendre des bonbons, son mari lui a dit : « Tu ne vas plus travailler, tu vas vendre ! » À l'inverse, la veuve Valentina, vendeuse de coca aux revenus insuffisants s'est souvent entendue dire par ses voisins : « Tu ne vas pas rester ici assise à ne rien faire, va donc travailler ». Nous avons évoqué comment les conceptions urbaines du travail restent dominées par l'équation paysanne : travail (en quechua, *llankay*) = effort physique<sup>2</sup>. Et c'est parce qu'il n'impliquerait pas d'effort que le commerce de détail n'est pas considéré comme un véritable travail. Alors, sur leur carte d'identité, les plus jeunes commerçantes ont noté « étudiante », les plus âgées « femme au foyer ».

Dans son travail sur les cultivateurs de coca du département de La Paz, Alison Spedding<sup>3</sup> souligne comment, indépendamment du temps investi, c'est l'effort qui permet la comparaison entre les différentes activités et l'affectation d'un statut plus ou moins prestigieux à chacune. Évidemment, l'effort comme le travail dont il sous-tend la construction idéologique apparaît comme une qualité masculine. Pourquoi ne voit-on pas d'homme derrière des étals de bonbons, de carottes ou de navets ? Parce qu'ils se verraient traités de *maricón* (pédéraste) :

« Ce serait une honte. Que diraient les gens ? « Homosexuel, efféminé [en quechua, *q'ewa, warmicha*]. Va travailler comme un homme ». Mineur, mécanicien, chauffeur, ça, c'est des travaux d'hommes, charpentier, maçon, électricien. C'est ça qui leur plaît. Les femmes elles préfèrent vendre, être lavandière, cuisinière, nourrice » explique Dionisia.

Évidemment, la nature des marchandises joue également sur l'assignation sexuelle des commerces. Le commerce lourd comme celui de l'électroménager ou des matériaux de construction peut être tenu par des hommes. Alors quand, face au chômage, certains hommes n'ont d'autre choix que de se mettre au commerce de détail, ils préfèrent généralement la vente ambulante, histoire de ne pas se retrouver « assis à ne rien faire », comme une femme. On retrouve ainsi ici l'idée de la mobilité comme qualité masculine. En revanche, qu'un homme vende ou achète de la nourriture remettrait profondément en cause son identité de

genre. Qu'il s'immisce dans des affaires de femmes ou qu'il refuse de confier à son épouse l'argent des courses, il s'expose à se faire traiter d'efféminé. Mais au-delà, c'est donc d'abord parce qu'il n'implique pas d'effort que le commerce de détail en général est une activité féminine, pas un travail. Dans cette logique, il apparaît clairement que l'existence d'une rémunération n'est pas le principal critère de définition du travail comme catégorie locale. En revanche, son mode de génération des revenus contribue à définir le commerce hors du champ masculin du travail.

Lorsqu'un mineur vend sa force de travail, il gagne de l'argent. Lorsqu'un paysan vient en ville vendre ses récoltes — tâche principalement masculine dans les campagnes de Potosi — il prolonge son activité productive. Dans les deux cas, quelque chose qui n'est pas de l'argent se transforme en la liquidité. « Les travailleurs fabriquent de l'argent » dit-on parfois à Potosi. À l'inverse, les revenus d'une commerçante n'apparaissent pas comme une production d'argent mais comme la reproduction d'un capital. En espagnol comme en quechua qui est la langue d'usage des commerçantes de l'enquête, c'est par emprunt au vocabulaire de l'élevage — et non à celui des activités agricoles — que se construit le champ sémantique des revenus du commerce<sup>4</sup>. Ainsi, l'argent du commerce se multiplie (*mirakuy*) ou accouche (*wachay*) comme les animaux. Le capital est appelé « la mère » [de l'argent] (*maman*) et le bénéfice son « petit » (*uñan*). La coïncidence entre le capital financier et les grands animaux d'élevage (moutons mais surtout lamas) et leur multiplication est évoquée lors des dons d'argent reçus par les jeunes mariés. Destinés à être multipliés sous la surveillance étroite des parrains, ils sont formellement exclus des dépenses courantes ; chez les éleveurs de lamas comme les Tinguipaya du Nord Potosi, ils doivent acheter du bétail. Les figures de lama en sucre (*misterios*) que brûlent les commerçantes de Potosi en offrande à la Pachamama, divinité de l'abondance et de la fertilité, témoignent également du rôle du bétail comme référent de la force reproductive de l'argent. Significativement, dans les Andes, les femmes héritent plus fréquemment de bétail que de terre<sup>5</sup> ; sa vente est une ressource pour leur projet migratoire et l'ouverture d'un commerce. Alors que dans les campagnes la commercialisation des récoltes, prolongation des activités productives, est principalement aux mains des hommes, en ville l'identification du commerce à l'élevage dont les femmes sont les principales responsables joue un rôle important dans sa féminisation.

L'association entre la femme et le principe de multiplication de l'argent sous-tend également leur rôle idéal d'administratrice des revenus, de « ministre des Finances » disent les mineurs. Dans les Andes, la construction de la mère et de l'épouse comme banque familiale se naturalise dans l'attribution aux femmes de qualités fertiles qu'elles transmettent à l'argent. Cette force reproductrice que les femmes transfèrent à la monnaie s'exprime en terme de chaleur : les femmes sont dites « chaleureuses » (*q'uñiq*), une qualité associée à la cuisine où les produits se transforment en aliments. Elle est commune aux femmes et au principe fertile incarné par la Pachamama à laquelle elles sont identifiées. On dit ainsi que « la femme est plus connectée avec la Pachamama, l'homme avec hanan pacha », le monde de l'ordre céleste associé aux forces policées du monde : le soleil, Dieu et les saints mais aussi l'État. À l'inverse des femmes, les hommes sont dits « froids », une qualité qui stérilise le potentiel fertile de l'argent. Leur propension à dilapider l'argent leur vaut les qualificatifs de « trou », *wayra maki* (main de vent), *wayra qhasa* (vent glacé) ou *wayra bolsillo* (poche de vent) où le vent qui disperse s'oppose à la chaleur de la main féminine qui conserve et multiplie et à la stabilité géographique du foyer<sup>6</sup>. Dans le commerce, on dit que les hommes marchanderaient à perte, vendraient à crédit et donneraient sans compter le petit extra (*yapa* : augmentation) qui fidélise la clientèle. Dans la mine où les revenus des mineurs sont considérés comme des dons du Tio, la divinité diabolique du minerai, seule la médiation des femmes permet de blanchir l'argent de ses origines diaboliques et de l'injecter dans le circuit de la reproduction. Le cas contraire, leurs revenus brûlent les doigts des mineurs dans les bars et les maisons closes de la ville<sup>7</sup>. Au-delà de ceux de leurs époux mineurs, les commerçantes doivent également gérer l'origine de leurs propres revenus. La première vente de la journée augure de son déroulement ; évidemment, le premier client doit être une femme. « Lorsqu'une femme achète en premier cela porte chance. Parce que la femme est à la maison, ce n'est pas comme l'homme qui se déplace partout » explique doña Leonor<sup>8</sup>. Alors, quand elle voit un mineur s'approcher en premier de ses marmites, elle offre rapidement un plat de soupe à sa petite voisine, histoire de placer sa vente sous de meilleurs auspices.

Ainsi, la division sexuelle des rôles de chacun dans la génération et la gestion des revenus s'inscrit dans un rapport de forces entre les qualités de l'argent selon ses origines et celles des personnes, hommes ou femmes, qui le manipulent. Dans un contexte de rareté où prendre un bus plutôt que ses pieds, faire chauffer de l'eau deux fois de suite ou acheter du pain



au lieu de griller de la farine sont de véritables choix économiques, la qualité attribuée aux femmes de « multiplier » l'argent s'apparente plus à une rétention qu'à une véritable reproduction. Cela signifie l'investir de la manière la plus profitable autant que de ne pas le dépenser. Bien souvent au final, on attribue aux femmes un pouvoir multiplicateur supérieur à leurs possibilités réelles. Le fait que les hommes accusent plus volontiers leurs mauvaises qualités de gestionnaires que la faiblesse de leurs propres revenus pour expliquer la pauvreté témoigne comment, *in fine*, ce sont elles qui supportent la plus grande pression du marché.

La vision de la gestion féminine des revenus familiaux en terme de multiplication construit donc le commerce comme la prolongation des prérogatives fertiles de la maîtresse de maison et termine d'en faire une activité féminine qui n'empiète pas sur les définitions masculines du travail et de la production des revenus<sup>9</sup>. Elle conforte la construction des revenus féminins du commerce comme des revenus d'appoint, moins prestigieux que la création masculine d'argent par l'effort, indépendamment de leurs montants réels. La référence au salariat — « travailler, c'est gagner au mois, avoir un patron, des horaires » — joue également un rôle dans cette mise à l'écart du commerce féminin du monde du travail, mais elle est moindre. De fait, l'identification d'une activité comme travail ou non travail, comme féminine ou masculine, se construit à l'arbitrage d'un faisceau de critères rarement réalisés dans leur totalité. Si le travail masculin idéal doit impliquer des efforts physiques, se réaliser hors de l'espace domestique, produire de l'argent — non le multiplier — et être salarié, dans les faits l'ensemble de ces conditions est rarement rempli. À Potosi, l'archétype du travailleur masculin est le mineur d'État qui a disparu au milieu des années 1980. L'usage de critères multiples autorise cependant à adapter la définition en fonction du marché du travail. C'est ainsi que leur condition d'ambulancier permet aux commerçants masculins de se différencier de leurs collègues femmes. Au final, l'importance de ces définitions ne réside pas dans leur contenu mais dans leur rôle de préserver la distinction entre les rôles productifs masculins et féminins et de construire une conception du commerce qui permet l'acceptation par les hommes du travail féminin. Les hommes restent imaginativement les uniques travailleurs de la société minière de Potosi. Dans les faits cependant, l'entrée des femmes sur le marché du travail entraîne une refonte des rapports sociaux et des relations monétaires au sein du foyer que les hommes vont devoir réinterpréter pour préserver leur statut. C'est ce dont témoigne l'expérience des femmes de l'enquête.

## Les femmes de l'enquête

*Constantina, vendeuse de confiseries : 33 ans, bachelière, veuve, un enfant*

De même que beaucoup de petites filles des quartiers miniers, Costa a commencé sa vie de travailleuse comme *criada*<sup>10</sup> puis comme employée domestique à plein-temps tout en poursuivant ses études en cour du soir. En 2001, quelque temps après son mariage, son mari, mineur coopérateur, l'a incitée à quitter son emploi de cuisinière pour le commerce de détail. C'est lui qui lui a donné le premier capital avec lequel elle a acheté la petite table sur laquelle elle place, chaque jour, bonbons, biscuits, cigarettes et un seau de jus de pêches séchées sur le trottoir d'un collège du centre-ville : « Il m'a dit : « Ne travaille plus. Va plutôt vendre. Ce bolivien que tu vas gagner, il va être pour toi. » Nous avons vu comment ce « Ne travaille plus, va vendre » du mari de Costa s'inscrit dans l'éviction du commerce de détail du monde du travail. Qu'Ivan présente à sa femme les futurs bénéfices de son négoce comme un argent de poche conforte cette mise à distance des activités marchandes féminines de la reproduction économique du foyer par les hommes. Dans les faits cependant, l'échoppe de Costa a permis d'assurer la césure entre les payes, irrégulières et peu conséquentes de son mari. À la loterie de la mine, Ivan n'a jamais eu de chance. L'argent que rapportait chaque quinze jours, au mieux chaque semaine, la vente de son minerai était immédiatement destiné à l'achat de vivres en gros. Les quelque 400 boliviens mensuels de l'activité minière étaient ainsi immédiatement dépensés. Le reste des achats, notamment le pain et la viande étaient pris en charge, au jour le jour, par les bénéfices de Costa. Et puis Ivan est mort, emporté par un éboulement. Il n'était pas assuré. Privée de pension, Costa doit aujourd'hui sa survie et celle de son fils de 5 ans à son petit commerce.

### *Le capital de Costa*

Le capital commercial de Costa est son seul patrimoine. Logée chez ses parents, elle ne possède que quelques meubles, quelques casseroles, une bonbonne de gaz et un poste de télévision couleur. En 2001, Ivan a donné à Costa 50 bs pour débiter son commerce. Cette somme mise à part, le capital actuel de Costa est le résultat de la gestion de ses bénéfices. Au début de l'enquête, elle l'estimait à 400 bs ; d'après nos calculs, il s'élevait à 580 bs, soit près de 10 fois plus qu'à ses débuts.

*Les revenus de Costa*

Les revenus de Costa ont augmenté à la mort de son mari. Elle se consacre désormais plus à son commerce, moins à sa maison. Ses journées de travail se sont allongées de 5 à près de 10 heures (9 heures-19 heures) quotidiennes, du lundi au vendredi. Elle estime que ses recettes sont passées de « 20 à 25 bs » par jour à « 80, 100, *a veces* 60 ». Nos calculs montrent que durant l'enquête elles ont été en moyenne de 85 bs (8,50 euros) par jour.

À la question de savoir combien elle pense que lui rapporte son commerce, Costa répond « 10,15 bs par jour. » Ces chiffres correspondent en fait à la somme moyenne que la jeune femme s'autorise à prélever quotidiennement sur ses gains (10 bs), plus 5 bs de tontine. D'après nos estimations, durant l'enquête, ses bénéfiques moyens réels ont été près de deux fois supérieurs. Plus que de prouver que Costa ne connaît pas exactement ses revenus, cette différence témoigne que le critère d'identification d'un bénéfice moyen est sa régularité ; une caractéristique qui ne s'applique qu'aux 15 bs qu'elle s'autorise à prélever chaque jour, indépendamment de l'état de ses ventes.

À ces revenus s'ajoutent les 30 bs que reçoit chaque dimanche Costa dans le restaurant de sa marraine où elle travaille comme cuisinière ; soit 120 bs par mois. Si l'on ajoute à l'estimation des bénéfiques mensuels de l'échoppe ses revenus de cuisinière, on obtient un total d'environ 450 à 470 bs par mois. Ce chiffre coïncide avec les 100 bs par semaine avancés par la jeune femme en réponse à la question de savoir de combien elle a besoin par mois pour « vivre bien ». Pourtant, cette somme ne prend en compte ni la nécessité de l'épargne, ni aucune autre dépense que le minimum vital dont Costa doit se contenter. De fait, l'équation établie par Costa entre ses revenus estimés et la somme dont elle et son enfant ont besoin pour vivre bien démontre à quel point, pour elle comme pour bon nombre de ses paires, ce « vivre bien » ne se mesure qu'à l'aune du possible. Le salaire moyen d'une employée de maison (300-400 bs), principale alternative professionnelle des femmes peu qualifiées comme Costa, intervient également dans son calcul. Il constitue le référent de sa « valeur » sur le marché du travail. Dans les faits cependant, les activités de Costa sont plus lucratives. Entre son étal et son emploi de cuisinière, ses revenus durant l'enquête s'élevaient à plus de 730 bs mensuels. Près de 110 furent destinés à la tontine, 450 aux dépenses courantes et le reste à l'augmentation du fonds de roulement et à d'autres formes de thésaurisation.

### *La gestion des gains et leur compartimentation*

La compartimentation des revenus de Costa commence par l'utilisation de sept porte-monnaie distincts (sacs plastiques, pochettes, enveloppes) qui reçoivent les gains en fonction de leur origine et de leur destination. Sur son étal, Costa en possède quatre qui séparent les revenus des jus qu'elle fabrique, ceux des gâteaux qu'on lui laisse en dépôt, ceux des bonbons et autres friandises et enfin, ceux des cigarettes. Les revenus des boissons sont conservés dans un sac plastique placé dans un coin de la table de vente et ceux des gâteaux sous la nappe plastique où ils sont posés. L'argent des bonbons est placé dans un sac plastique gardé dans la poche de son tablier. Ce sac contient un autre sac plus petit pour les cigarettes. La division est stricte. Si un client achète des cigarettes et un verre de jus et que Costa lui rend la monnaie sur l'argent des bonbons, elle doit immédiatement transférer dans le porte-monnaie de la boisson le paiement correspondant. L'existence de ces quatre porte-monnaie peut devenir un véritable casse-tête, surtout en début de journée lorsque la monnaie est rare.

Chaque soir, en rangeant sa marchandise, Costa relève les compteurs. Les différents revenus, plus évalués que réellement comptés, connaissent chacun un destin différent.

— L'argent des jus et des gâteaux, le premier dépensé

À la fin de la journée, l'argent des gâteaux en dépôt est divisé entre les bénéficiaires de Costa (2 bs) et ceux de leur fabricante. Les 2 bs de Costa et les bénéficiaires des jus (de 4 à 6 bs par jour) sont exclusivement destinés à l'alimentation courante et dépensés le soir même.

— L'argent des cigarettes (en moyenne 72,5 bs mensuels)

Les revenus des cigarettes sont mis en circulation tous les deux jours. Ils servent à remplacer les paquets de cigarettes vendus ; le reste rejoint l'argent des jus et des gâteaux pour les dépenses courantes.

— L'argent des bonbons : du capital à l'épargne (en moyenne 523,74 bs mensuels <sup>11</sup>)

Les bonbons sont les marchandises qui se vendent le plus et qui génèrent les plus gros revenus. Ils alimentent à la fois la plupart des dépenses domestiques de Costa et de son épargne. Des revenus des bonbons, Costa retire mentalement sa tontine puis estime en fonction des marchandises qu'elle doit remplacer, combien elle s'autorise à prélever pour ses dépenses domestiques, entre 5 et 20 bs, généralement 10 bs qui s'ajoutent aux bénéfices des jus et des gâteaux. Costa n'a qu'un enfant à charge et dépense le strict minimum : un jour une livre de sucre, une autre fois du riz ou un litre d'huile, un peu de viande, de légumes et le pain. De

sorte qu'il lui est souvent possible d'économiser sur ces frais pour des achats plus importants comme une bonbonne de gaz ou une participation à la facture d'électricité de ses parents.

Le cas échéant, en arrivant chez elle, Costa place les excédents des revenus des bonbons dans une enveloppe, c'est le cinquième porte-monnaie. L'alimentation de cette épargne est donc fluctuante. En revanche, quel que soit le montant des ventes, les 5 bs de la tontine sont sacrés. Ils sont thésaurisés dans une pochette en tissu noir, le sixième porte-monnaie de Costa. Censé déboussoler les voleurs, le noir qui évoque également l'obscurité de l'inframonde à l'origine de la fertilité universelle est la couleur privilégiée de la thésaurisation. Appelée *pasanaku* (de l'espagnol quechuisé « se passer l'un à l'autre ») ou *jaywanaku* (« se remettre l'un à l'autre ») cette tontine consiste à remettre chaque jour à une organisatrice — seules les femmes organisent des tontines — une certaine somme durant un nombre de jours déterminé<sup>12</sup>. Dans le cas de Costa, il s'agissait de 5 bs quotidiens — sauf le samedi et le dimanche — sur 50 jours ; une femme touchant chaque semaine les 240 bs de son apport moins 10 bs prélevés par l'organisatrice pour son travail et ses déplacements d'étal en étal. Aujourd'hui cependant, Costa a décidé de se passer des services de la *jaywanaqera* tout en conservant la régularité de son épargne, ce qui démontre sa capacité et son inflexibilité de gestionnaire. Dès qu'elle le peut, elle achète 100 dollars qui correspondent à environ 5 mois d'épargne. L'argent du *jaywanaku* est la concrétisation des objectifs de son travail, le gage de son futur et de celui de son fils. Il est destiné à des dépenses distinctes de la survie quotidienne : faire étudier son fils ou affronter une maladie. C'est aussi avec l'argent du *jaywanaku* que Costa a pu assumer près de 100 dollars de frais de messes durant l'année qui suivit la mort de son mari<sup>13</sup>. C'est ce qui explique qu'au début de l'enquête, elle ne disposait que de 200 dollars, 240 bs d'une tontine achevée et 40 dits de *pico*. Lorsque l'épargne à court terme des bonbons n'a pas de destination, elle peut rejoindre la thésaurisation du *jaywanaku*.

Ainsi, le *jaywanaku* est en quelque sorte l'ultime étape d'une compartimentation en entonnoir qui distingue les revenus des bonbons des autres marchandises, puis le remplacement du fonds de roulement des dépenses quotidiennes et de l'épargne à court terme pour drainer cette dernière vers la thésaurisation à long terme, en monnaie nationale puis en dollars qui l'immobilisent. Il est admis que seul l'argent complet (en billet et de valeur paire) peut être épargné. À l'inverse, les fractions appelées *picos* (becs) altèrent la complétude de l'argent et ne permettent pas sa

thésaurisation. Celles de l'épargne peuvent revenir aux dépenses courantes. Pour Costa, comme pour les autres enquêtées, l'augmentation du fonds de roulement constitue cependant le principal mécanisme de thésaurisation. Au cours de l'enquête, celui de Costa a augmenté de près de 400 bs, une somme bien supérieure aux 170 bs du *jaywanaku*. Paradoxalement, le patrimoine financier de Costa s'est amélioré à la mort de son mari avec lequel elle n'avait jamais pu, ou su, faire d'économie.

— Les revenus du restaurant, pour les extra (environ 120 bs)

Les 30 bs reçus chaque dimanche par Costa pour son travail dans le restaurant de sa marraine relèvent d'un circuit monétaire totalement séparé de ceux du commerce. Ils sont thésaurisés dans un septième portemonnaie. À la différence du *jaywanaku*, cette épargne est destinée à des dépenses courantes comme l'achat de chaussures ou d'habits. Durant l'enquête, elle a payé un pull à crédit, les frais de garderie de son fils et son dentiste. En raison de la stricte compartimentation des revenus pratiquée par Costa, il allait de soi que les 300 bs reçus en échange de sa participation à l'enquête occuperaient une niche économique à part. Ils ont servi à l'achat d'une commode pour son fils.

À la question de savoir pourquoi elle sépare ses revenus, Costa répond : « Pourquoi ? Parce que sinon comment vais-je savoir si j'ai perdu ou gagné ? » Surtout, la séparation physique des revenus permet de limiter et de contrôler les dépenses auxquelles chacun des argents est destiné : « Si je mélange tout, je vais peut-être dépenser l'argent du gaz ou de l'épargne » ajoute Costa. Parce que la chance, ou l'infortune, imprègne la monnaie, ne pas mélanger ses fortunes est également le meilleur moyen de ne pas altérer sa chance : « Aujourd'hui j'aurai peut être de la chance pour les bonbons, demain pour les jus ; parfois, ce n'est pas bon de mélanger » conclut Costa.

*Elena, vendeuse de fruits et de céréales soufflées : 53 ans, 2 ans de scolarité, mariée, 9 enfants dont 3 à charge*

« Une fois je suis allée à Sucre acheter des fruits. Le camion s'est cassé et je n'ai pas pu rentrer. Je suis arrivée à 10 heures et mon mari m'a engueulée :  
« Regardez cet homme, ce travailleur, à quelle heure rentre-t-il ? »

Lorsque le mari de doña Elena a été retiré de la mine d'État en 1986, le couple et ses enfants sont repartis dans leur communauté rurale. Sans revenus, la vie en ville était devenue impossible. Et puis, au bout de trois ans, la retraite de don Julio est arrivée. Avec les arriérés, Elena et Julio ont acheté une machine à souffler les céréales (maïs, riz, nouilles, soya...)

qui se vendent à Potosi comme des confiseries. Ils sont revenus en ville et doña Elena a commencé à vendre la production familiale sur un trottoir du centre-ville. Le couple avait désormais deux rentrées : la retraite de don Julio (1 100 bs) et les bénéfices des ventes de doña Elena. C'était la première fois qu'Elena ramenait de l'argent à la maison, qu'elle n'était plus seulement « *de la casa* ».

L'argent des ventes était géré par doña Elena : elle disposait enfin librement de liquidités. Auparavant, don Julio administrait seul son salaire qui constituait l'unique entrée de la famille : hormis quelques *pesos* remis à sa femme pour les dépenses courantes, c'est sous forme de marchandises que l'argent arrivait à la maison. Doña Elena ne connaissait même pas le montant de sa paye. Si l'entrée de doña Elena sur le marché du travail augmenta son accès aux ressources monétaires, elle ne lui donna aucun pouvoir supplémentaire sur les revenus de son mari. Plus encore, elle favorisa le désengagement de ce dernier de l'économie familiale. Désormais tous les achats courants se firent sur les bénéfices des ventes de doña Elena. C'est ainsi que don Julio s'est mis à vivre du travail de sa femme.

Et puis, il y a trois ans, don Julio a pris une maîtresse dans la communauté où il conserve ses terres. Il y vit désormais de sa retraite mais revient plusieurs fois par mois à l'ancien domicile conjugal se prélasser devant la télé. Cette dernière et la maison n'ont-elles pas été achetées avec sa solde ? Durant des mois, il n'a plus donné un sou à la famille, juste parfois un peu de viande de ses lamas ou quelques pommes de terre. Pourtant, sa retraite mensuelle s'élève à plus de 1 000 bs, une somme plus que suffisante pour vivre à la campagne. Enfin, l'année dernière, il s'est décidé à donner 300 bs par mois à sa famille. Pour bien marquer ses distances avec sa femme, l'argent est remis à sa fille cadette. Évidemment, la somme ne suffit pas à financer la scolarité et l'entretien de ses trois plus jeunes enfants.

« Il pense que cela suffit, mais ce n'est pas vrai, déplore doña Elena, le vent emporte ces 300, on est cinq à manger dessus aussi. Lui, en revanche, il doit avoir de l'argent à la banque. Alors, j'ai pensé « ces 300 ne servent à rien ». J'ai dit : « Toi aussi tu manges sur cet argent » [*Le mari*] : « Ca dépend de toi, si tu veux tu prends, si tu veux pas tu prends pas. » Étonnamment, doña Elena continue donc à nourrir son mari. « Mais si il vient, si il est à la maison, s'il demande du thé, du café, si nous mangeons... je dois lui donner une assiette, c'est obligé. Sinon il va nous frapper. Sa bouche est comme ça [*elle ouvre ses deux mains en éventail*]. Si je parle 2, lui il dit 10 », explique doña Elena.

Au-delà des menaces et des insultes qui constituent l'essentiel de ses échanges avec don Julio, en tant que modèle de ses brus, elle ne peut pas refuser une assiette à son mari, lui répondre trop ouvertement ou pire encore, envisager le divorce. Ainsi, les attitudes de doña Elena et de son mari témoignent de la manière radicalement différente avec laquelle la pression sociale s'exerce sur les hommes et sur les femmes. Le devoir de l'homme est d'assurer à sa famille de quoi manger, bien ou peu, le contrat n'est pas clair. Une fois accepté que sa femme entre sur le marché du travail et rompu le tabou que l'homme, en milieu minier, est le seul pourvoyeur de revenus, don Julio ne s'est plus senti pressonné puisque les revenus de doña Elena suffisent à assurer la survie de la famille.

Aujourd'hui, doña Elena ne fabrique plus de céréales soufflées. Elle les achète à un grossiste pour les revendre, du lundi au vendredi, de 9 à 17 heures. Elle a également diversifié son commerce grâce à la vente de fruits et de légumes achetés à crédit, afin de s'adapter aux variations saisonnières de la demande. Mais les céréales, moins périssables, restent le pilier de son économie.

#### *Le capital d'Elena*

Parmi les céréales vendues par doña Elena, seul le maïs soufflé (*pasankalla*) est considéré comme capital (*maman*). Les autres céréales (soya, nouilles ou riz soufflé) achetées avec les bénéfices du capital maïs ne sont que ses « enfants » (*uñan*). Le plein de capital se fait sur la base de 4 arrobes de maïs (un quintal) qui valent aujourd'hui 140 bs, vendus par petits sacs. Les *uña* sont achetés en moindre quantité, une ou deux arrobes, en fonction des disponibilités. Au cours de l'enquête, doña Elena a fait 2 fois le plein de maïs, soit 26 quintaux contre seulement 8 quintaux et demi d'autres céréales.

Les fruits et les légumes ne sont ni du capital, ni des « enfants » du capital. La raison est qu'ils sont achetés à crédit (*mañuy*) auprès de grossistes et qu'ils constituent la part la plus fluctuante du commerce. Leur achat se décide en fonction des offres du marché et d'un rapide calcul des bénéfices, de sorte qu'à part l'immuable capital maïs, les marchandises étalées sur le trottoir varient sans cesse.

#### *Les revenus d'Elena*

Pour les fruits et légumes, il est facile pour doña Elena de connaître ses bénéfices : il lui suffit de compter ses sous une fois terminée la vente et payé son crédit au grossiste. Pour les céréales, le calcul est plus hasardeux. Les revenus sont dépensés au fur et à mesure et il est difficile d'évaluer le nombre de petits sacs à 50 centimes obtenus à partir d'une arrobe.



À la question de savoir combien elle gagne par mois, doña Elena répond 200 bs pour le maïs soufflé et 300 bs pour les fruits. Elle estime donc gagner plus avec les fruits qu'avec le maïs. Nos estimations sur la période de l'enquête montrent pourtant le contraire : 380 bs pour le maïs, 138,5 bs pour les autres céréales et 226 pour les fruits, soit un total d'environ 780 bs. Il est vrai que les recettes varient selon les saisons : l'hiver, époque de l'enquête, la consommation de fruits baisse tandis que celle des céréales augmente.

Dans tous les cas, c'est à la stabilité de ses revenus plus qu'à leur montant que le maïs doit son statut de capital. Comme le montrait le témoignage de Costa, ce rôle de la stabilité dans l'attribution d'une valeur aux revenus explique que les commerçantes annoncent des sommes inférieures ou égales à celles qu'elles estiment gagner en réponse à la question de connaître de combien elles auraient besoin par mois pour « vivre bien ». La réponse de doña Elena correspond exactement à l'estimation de ses revenus, sans compter la « pension » versée par son mari : « avec 500 cela serait bien, 400 plus 100 pour les chaussures et les habits. » Rappelons que Costa faisait une réponse similaire. Comment expliquer cette conformité alors que les commerçantes ne cessent de se plaindre de l'insuffisance de leurs revenus ? Il faut comprendre que les 500 bs annoncés n'ont pas la même valeur que les 500 bs gagnés grâce au commerce. En effet, aucune commerçante ne dispose jamais de cette somme. C'est là toute la différence entre les 10 ou 15 *pesos* immédiatement dépensés qu'elles retirent chaque jour de leur commerce et la possibilité de gérer une certaine somme qui permet de faire face d'un coup à des dépenses majeures ou d'acheter en gros, et donc à moindre prix. De fait, un des objectifs de la compartimentation des revenus est de transformer les « bénéfiques » au coup par coup de la vente en une multitude de petites épargnes destinées à faire face à des dépenses plus importantes que l'alimentation quotidienne. La compartimentation recherche ainsi le pouvoir de « somme globale » du salaire.

#### *La gestion des gains et leur compartimentation*

La distinction opérée par doña Elena entre le capital (maïs), les enfants du capital (autres céréales) et les fruits et légumes à crédit se poursuit dans la gestion de leurs revenus et leur destination. Les deux poches du tablier de doña Elena permettent de séparer, dans trois sacs plastiques, l'argent des fruits et légumes, celui du maïs et celui de ses *uñas*. Coincée sous sa jupe, une bourse noire tricotée reçoit l'épargne temporaire (*waqaychita*) constituée par les excédents des différentes céréales. Destinée en premier lieu au remplacement du fonds de

roulement, elle constitue l'antichambre de l'épargne proprement dite (la grande *waqaycha*) : un portefeuille conservé au domicile de doña Elena où elle thésaurise pour faire face à un besoin impérieux, notamment un problème de santé. Cet argent est totalement mis à l'écart des dépenses courantes : « je n'y touche pour rien au monde » explique doña Elena. Au cours de l'enquête, il a permis d'opérer la main de son fils. Tout prélèvement dans la *waqaycha* est conçu comme un emprunt que doña Elena tente de rembourser, au détriment des autres dépenses, y compris l'alimentation. Comme pour Costa, la constitution de la grande *waqaycha* constitue l'horizon du système de compartimentation des revenus.

— L'argent du capital maïs

Le maïs est la seule marchandise toujours en vente. Pour cette raison, il constitue la base des dépenses domestiques de doña Elena. Il est également l'origine de la diversification des autres céréales vendues — ses enfants — maïs aussi, comme les bonbons de Costa, de l'épargne. Toutes ces qualités lui valent le statut de capital (*maman*). Les revenus du maïs se divisent tout d'abord entre les frais quotidiens, entre 10 à 15 bs et l'argent destiné au remplacement du fonds de roulement qui rejoint la bourse tricotée que la commerçante conserve sous sa jupe. Si la somme dépasse les 140 bs nécessaires, le solde appelé *waqaycha* (réserve) permettra d'acheter les *uña*, nouilles ou soja, de payer les factures ou un extra. Une partie (toujours en billet et de valeur paire) peut rejoindre la grande *waqaycha* conservée au domicile de doña Elena.

— Les revenus des enfants du capital

Les revenus du soja et des nouilles ou des fèves achetées grâce aux excédents de l'argent mis de côté pour le remplacement du fonds de roulement, sont conservés à part. Même si l'objectif est également de remplacer le capital des *uña*, la gestion est bien moins stricte que dans le cas du maïs. Dès que nécessaire, doña Elena puise dans les revenus des nouilles et du soja. Comme le prélèvement n'est pas quotidien, il permet de faire face à des dépenses plus importantes que l'alimentation : une bonbonne de gaz ou une paire de chaussures par exemple. C'est en priorité dans ce porte-monnaie, avant que dans le *waqaycha* du maïs, que puise doña Elena pour ces achats. La gestion différentielle des différentes céréales permet ainsi de faire face aux différents types de dépenses (capital, alimentation quotidienne, dépenses plus importantes).

— L'argent des fruits

L'argent des fruits n'est pas dépensé jusqu'à ce que doña Elena ait remboursé son créancier ; alors elle retire son bénéfice. Comme l'argent du soja et des nouilles, cet argent permet d'obtenir régulièrement une

somme relativement importante pour faire face à des dépenses extra comme des habits, pas à l'alimentation.

— La pension du mari

Les 300 bs donnés par son mari à doña Elena au travers de sa fille sont destinés à l'achat de vivres secs en gros.

*Marina, vendeuse de matériel de mine : 36 ans, bac 6, veuve, 3 enfants*

Le mari de Marina, mineur reconverti au tourisme, est mort il y a huit ans d'une tumeur au cerveau. Orpheline, recueillie par la seconde femme de son père, Marina a travaillé comme employée domestique à plein-temps depuis l'âge de neuf ans. Parfois ses employeurs l'envoyaient à l'école, d'autres fois non. Sa belle-mère venait régulièrement chercher sa paye. Après son mariage avec David, Marina a cessé de travailler : « Mon mari ne voulait pas que je travaille. » En revanche, elle cuisinait pour les touristes que son mari ramenait à la maison. À l'époque, le couple n'avait que deux enfants. Aux dires de Marina, ils vivaient plutôt aisément et pouvaient même mettre de l'argent de côté. Étonnamment, ces économies étaient envoyées à Oruro, chez ses parents, par David qui gérait l'argent du couple. Il est relativement fréquent qu'après leur mariage, certains hommes continuent à remettre une partie de leur paye à leur mère, comme lorsqu'ils vivaient encore avec elle. D'administratrice, la mère devient caisse d'épargne des revenus de son fils. Pour Marina, cette habitude a tourné au drame : à la mort de son mari, ses beaux-parents refusèrent de lui restituer ses économies arguant qu'ils les remettraient, plus tard, à ses enfants. C'est ainsi que la jeune femme s'est retrouvée veuve, sans le sou et de surcroît enceinte de son troisième enfant. Elle a commencé par laver du linge chez des particuliers. Cette activité, comme celle d'« éplucheuse de pommes de terre » ou de « plongeuse » sur les marchés est le lot des femmes sans études, ni capital, qui n'ont que leur force nue de travail à offrir et qui, du fait de leurs enfants, ne peuvent plus être employées de maison. Quelque temps plus tard, des guides de tourisme, ex-collègues de David, décidèrent de faire une collecte pour aider Marina. L'argent rassemblé (environ 25 euros) lui permit d'acheter son premier fonds de roulement : de la dynamite, des sodas, de l'alcool et des cigarettes artisanales. Depuis, elle pose son étal sur le chemin de la mine. Les touristes qui visitent les mines et à qui elle vend plus de deux fois plus cher qu'aux mineurs sont ses principaux clients.

Marina partage son temps entre son échoppe et son amant, un mineur d'une cinquantaine d'années, séparé mais pas divorcé, avec lequel elle a

eu un enfant mort très jeune. Elle se rend chez lui plusieurs nuits par semaine. La relation avec don Damian — comme elle l'appelle elle-même — est basée sur une réciprocité pragmatique plus favorable à la femme que la relation conjugale des autres enquêtées. En échange de partager son lit, d'avoir son linge lavé et sa soupe servie, don Damian rend des services à Marina. Le contenu économique de sa relation avec don Damian n'est pas un mystère. « Il est bien cet homme, parfois il me donne même 50 bs pour le marché », explique Marina. Et c'est toujours dans le registre de l'économique que d'autres fois, à l'inverse, elle argumente son désir d'en finir avec leur liaison : « Et ce don Damian ne me donne même pas d'argent... » Même illégitime, le couple se doit de répondre aux normes de la division sexuelle des tâches.

En cas d'adultère, c'est d'ailleurs le manquement économique qui est le premier mis en avant pour décider si la relation extraconjugale est un écart ou une véritable atteinte à l'ordre social. Il est fréquent que les épouses ferment les yeux si l'homme continue d'assurer les revenus du foyer. Quant aux femmes, ce qui est grave selon Marina, c'est d'avoir plusieurs amants, pas une relation stable. Malgré tout, Marina n'échappe pas à la critique de ses voisines qui dénoncent l'abandon de ses enfants lorsqu'elle se rend chez don Damian. Comme dans le cas des hommes, la mise en accusation des écarts des femmes à la norme conjugale réside moins dans une morale abstraite que dans le non-accomplissement de leur rôle familial. C'est évidemment une des principales accusations portées au travail des femmes.

#### *Le capital de Marina*

Marina estime son capital à près de 100 dollars. D'après nos calculs il s'élevait au début de l'enquête à près de 150 dollars, ce qui représente une augmentation de près de 6 fois son capital de départ d'il y a 7 ans. Cependant le fonds de roulement est fluctuant : il diminue ou grandit en fonction des besoins. Comme la jeune femme ne dispose pas d'épargne monétaire, les marchandises ne sont pas remplacées lorsque Marina a besoin de liquide. Dans cette logique, les 300 bs de l'enquête ont immédiatement été transformés en capital : une caisse de dynamite et de l'alcool.

#### *La gestion des revenus*

Marina a bien du mal à estimer les revenus de son échoppe. Ce n'est qu'après beaucoup d'hésitations qu'elle finit par avancer « 25, 30 bs un jour normal ». Ses hésitations témoignent d'une gestion bien moins stricte que celle de Costa et de doña Elena ; Marina ne compartimente d'ailleurs pas ses entrées. Nos estimations s'élèvent à 532 bs mensuels. Par ailleurs,

Marina accepte un peu de ménage, de linge à laver... dans le quartier. À ces revenus s'ajoutent les « petits cadeaux » de don Damian.

Toutes ces entrées sont donc indistinctement placées dans un sac plastique dans la poche de son tablier. Marina n'essaye pas non plus d'économiser en liquide, ce qui semble confirmer le rôle d'entonnoir vers l'épargne de la compartimentation. L'horizon de la gestion des revenus de Marina reste cependant le remplacement du capital sur lequel elle s'autorise à prélever au moins les 5 bs quotidiens nécessaires à l'alimentation de la famille, plus si besoin. Cette stratégie est hasardeuse car sans les contraintes de la compartimentation, il lui faut souvent beaucoup de volonté pour limiter ses dépenses. Les questionnaires économiques montrent d'ailleurs que Marina est celle des enquêtées qui dépense le plus, proportionnellement à la taille de sa famille. Quand il y a de l'argent, la famille mange deux fois par jour, en basse saison, c'est avec un thé et un bout de pain que les enfants vont au lit.

Marina recourt cependant à un autre type de compartimentation, temporelle cette fois, pour faire face à ses besoins prévisibles de liquidité : les revenus du vendredi ou du samedi sont destinés au marché ; ceux de novembre et décembre serviront aux frais de Noël au détriment du remplacement du fonds de roulement.

*Dionisia, vendeuse de matériel de mine : 53 ans, bac 8, mariée, 6 enfants*

Dionisia s'est mariée jeune, à peine dix-huit ans. Elle était employée domestique, elle est devenue femme de mineur au foyer. En 1975, son mari a acheté la grande maison dans laquelle ils habitent encore. Au début, les choses allaient plutôt bien. Mais après la crise internationale des prix du minerai de 1985, la pauvreté s'est installée. En 1987, toute la famille partait en Argentine à la recherche d'un présent meilleur. Juan et Dionisia ont fait les récoltes à Mendoza et Tucuman. Mais leur situation n'était guère meilleure qu'à Potosi et, moins d'un an plus tard, la famille a replié bagages. Juan est retourné à la mine et Dionisia s'est mise à faire des châles au crochet. Quelque temps plus tard, elle entrait comme cuisinière dans un restaurant.

Au début, Juan n'a pas vu d'un très bon œil que sa femme travaille hors du foyer et que ses revenus aléatoires deviennent réguliers : « Au début, il se mettait en colère : « Pourquoi tu rentres à cette heure-ci ? » — « Il y avait des clients. Comment pouvais-je partir si les gens étaient en train de manger ? » Mais la crise traversée par la famille ne lui a guère laissé d'autre choix que de se faire une raison. Il s'y est même fait plus

que de raison : en 1995, sa femme a transformé l'entrée de la maison, sur le chemin de la mine, en boutique de matériel de mine grâce à ses économies et à un don de son frère ; dès lors Juan a cessé de participer aux frais du foyer y compris les études de ses enfants. « Il ne ramène même pas un soda » explique résignée et presque en rigolant, Dionisia. Cette attitude, similaire à celle du mari de doña Elena, résonne comme une vengeance des hommes confrontés à la perte de leur monopole d'unique source de revenus réguliers du foyer. Il semble fréquent que lorsque le travail des femmes devient trop soutenu pour rester invisible, il s'accompagne du désengagement des hommes des dépenses courantes. Il est significatif que tant le mari de Dionisia que celui du mari d'Elena replient leurs revenus vers l'épargne. Celle-ci fonctionne alors comme un nouveau ressort de monopole et de pouvoir masculins. Aujourd'hui Juan cumule sa retraite de mineur (plus de 1 000 bs) et les revenus de son minibus de ligne. Finalement, il s'est décidé à verser 400 bs par mois à sa femme et à ses enfants.

Comme dans le cas de doña Elena, l'entrée de Dionisia sur le marché du travail s'est donc accompagnée d'une rupture de contrat de la part de son mari, puis du remplacement de transferts réguliers en fonction de la date de sa paye et des besoins de la maison, par un montant global, une sorte de pension de divorcé. La mensualisation de la participation économique des hommes signifie sa limite : une fois dépensée cette somme, il n'est plus question de mettre la main à la poche. Évidemment, les 400 bs mensuels de don Juan sont bien maigres comparés aux dépenses auxquelles elle doit faire face avec cinq enfants à charge dont deux sont encore à l'école et à l'Université. Sur les conseils de sa sœur, Dionisia s'est quand même résignée à le traîner en justice. Chacun vit aujourd'hui dans une pièce séparée de la maison, en accord avec l'ordonnance du juge ; ils ne s'adressent plus la parole. Dionisia a ordre ne pas le servir, ne serait-ce qu'un verre d'eau et sa pension est en cours de réévaluation.

#### *La gestion des revenus*

Aujourd'hui, le capital de la boutique s'élève à plus de 2 000 dollars et inclut du matériel plus lourd comme des pelles, des pioches, des bleus de travail. Il y a deux ans, Dionisia a également acheté une machine à recharger les lampes de mine électriques qui travaille sous la responsabilité du fils aîné. Les bénéficiaires des ventes s'élèvent à plus de 1 000 bs par mois auxquels s'ajoutent près de 1 500 bs pour les lampes. La somme totale est plus de 6 fois supérieure au salaire minimum (470 bs) dont est *de facto* exclue la plupart des travailleurs. On comprend

que don Juan se sente mis en danger par le couple mère-fils. Il y répond en traitant son fils d'efféminé (*maricón, warmicha*) et de mari de sa mère.

La pension alimentaire versée par don Juan est en premier lieu destinée à l'achat de vivres en gros. En complément, Dionisia s'autorise à prélever 10 bs chaque jour sur les revenus de la boutique pour l'alimentation, parfois plus en cas de besoin. Le reste des revenus de la boutique est destiné au remplacement, ou à l'augmentation, du capital. L'argent des lampes est en totalité thésaurisé. Il constitue l'épargne de Doña Dionisia qu'elle place chaque semaine sur un compte bancaire.

### *Corina, femme au foyer : 38 ans, bac 6, mariée, 4 enfants*

« J'ai grandi en travaillant. J'ai été employée domestique à La Paz, à Cochabamba. Là, j'ai vu qu'à l'employée on lui donne au moins sa place. Mais moi quoi ? Je me fais traiter d'inutile, d'inutile. « Tu ne gagnes pas comme moi », dit-il. Mais un homme qui aime sa femme il ne la traite pas comme ça, tu crois pas ? Quand je lui ai dit, tu sais ce qu'il a répondu ? Que je ne suis pas sa femme, « tu es mon employée ».

Corina ne cache plus sa souffrance de femme au foyer, totalement dépendante de son mari et de ses sauts d'humeur. Durant des années, elle l'a accompagné dans son projet de quitter son emploi de mineur coopérateur pour ouvrir un atelier de ferronnerie. Depuis quatre ans, c'est chose faite et elle regrette presque l'époque des longues journées d'absence de David quand elle pouvait gérer à sa guise le foyer sans s'entendre sans cesse appeler à l'aide ou se faire insulter.

L'atelier a été installé dans le garage qui jouxte la maison où ils cohabitent avec la mère de David, ses deux frères et leurs familles. Le plus jeune a donné les premiers capitaux (400 U\$) en rétribution du financement de ses études d'ingénieur minier par le travail de David. Le reste a été canalisé grâce à deux microcrédits de 150 dollars ; le dernier a fini d'être remboursé au cours de l'enquête. Les gains de l'atelier sont maigres mais David n'a jamais accepté que son épouse travaille : « Tu sais pourquoi il ne veut pas ? Il dit qu'il veut que je m'occupe de lui et des enfants, que c'est pour cela qu'il s'est marié. Il dit aussi que quand la femme travaille elle devient prétentieuse, orgueilleuse. » Son refus de confier sa paye à sa femme, le contrôle drastique qu'il exerce sur l'argent qu'il lui remet au compte-gouttes et les remarques cinglantes avec lesquelles il stigmatise la subordination économique de Corina en la traitant sans cesse « d'inutile » ou d'« employée » domestique, prouvent

que du modèle de l'homme pourvoyeur de revenus, David n'a adopté que le pouvoir, pas la supposée bienveillance.

Corina compare fréquemment sa dépendance à la position d'une mendicante. Plusieurs fois par jour, elle doit se rendre à l'atelier pour demander à David, un bolivien pour le pain, deux boliviens pour la viande : « Je dois toujours lui dire : David, achetons de la viande. Parfois il dit oui, parfois non. Parfois il se fâche. Parfois je dois même demander à ma belle-mère de me prêter de l'huile ou des pommes de terre. » Pour des achats plus importants, une paire de chaussures pour les enfants par exemple, la négociation est encore plus hasardeuse : « j'attends qu'il touche de l'argent et je regarde de quelle humeur il est. » Ses propres habits, cela fait bien longtemps que Corina ne s'en est pas acheté. Une seule fois par semaine, elle reçoit 50 bs pour le marché dominical. Elle essaye alors de ne pas tout dépenser afin de disposer d'un peu de liquide pour la semaine. Le reste des dépenses comme l'électricité ou le gaz est directement pris en charge par David. C'est aussi lui qui gère le remboursement chaque 15 jours des 86 bs du microcrédit. Comme ce crédit est destiné aux femmes dont il est censé améliorer la position par l'accès aux ressources, c'est Corina qui doit se rendre au siège de l'ONG pour faire le dépôt et écouter quelques conseils sur l'*empowerment*. Bien sûr, elle possède le double de la clef de la boîte en bois où traditionnellement, les femmes conservent les revenus. Mais la tirelire de Corina est le plus souvent vide : lorsque David dispose de liquide, il préfère le garder dans sa poche, ce qui lui assure le contrôle de toute la circulation monétaire domestique tout en lui permettant de réaffirmer, à chaque instant, son statut de pourvoyeur. Alors Corina enquête, essaye de savoir, discute avec ses clients pour découvrir l'existence de paiements que David ne lui « montre » même pas. Elle profite parfois aussi de ma présence pour lui faire les poches. Que comme tous les mineurs David contrôle les dépenses de sa femme et qu'il possède ses « frais réservés » comme il les appelle par allusion aux caisses noires des politiciens, soit. Mais qu'il conserve des sommes équivalentes à un mois de dépenses familiales sans en avertir sa femme dépasse les bornes. Pire encore, lorsqu'il veut épargner, il préfère remettre l'argent à sa mère ; un signe de méfiance inacceptable pour Corina qu'il prive de son rôle de gardienne — même sous contrôle — des revenus. L'accusation est d'ailleurs ouverte : lorsque David se trompe dans ses comptes, il n'hésite pas à la traiter de voleuse. Récemment, la découverte par Corina de plus de 400 bs (40 euros) dans la poche de son mari le jour où il avait refusé de lui donner les 5 bs d'un yaourt pour les enfants a fait déborder le vase. Mais



elle sait déjà ce que lui répondra David – « C'est mon argent, je fais ce que je veux » – et elle a préféré se taire. « Tu es pire qu'une veuve » lui dit un jour Marina. Pas facile cependant de se séparer lorsque l'on n'a ni maison, ni capital et quatre enfants à charge.

*Les revenus de David et Corina*

David s'est montré très enthousiaste lorsque j'ai exposé mon projet d'enquête. Il dit qu'il allait enfin savoir combien dépense sa femme. Son questionnaire à lui, il ne l'a évidemment jamais rempli. J'ai cependant continué l'enquête avec Corina sans communiquer les résultats à David. J'ai ainsi pu recueillir les sommes qui transitent entre ses mains, c'est-à-dire les dépenses liées à l'alimentation, à l'entretien des enfants et de la maison ainsi que les remboursements des microcrédits. Ramenées à une moyenne mensuelle, elles ne dépassent pas les 900 bs — hors microcrédits, soit moins de la moitié de ce que dépense Elena avec un enfant de moins.

Pourtant, à la question de savoir de combien d'argent Corina estime avoir besoin pour faire tourner la maisonnée, ce n'est pas tant le montant exact qu'elle met en avant que le souhait que David lui confie des sommes globales dont elle pourrait disposer librement pour anticiper sur les dépenses : « 500. La vérité, qu'il me donne 800 par mois en global pour les aliments, l'eau, les habits, avec cela nous vivrions bien, comme les gens. » Recevoir un mandat pour faire tourner la maison signifie aussi et surtout prendre sa place de ministre des Finances. Alors, pour faire face à la pénurie sans affronter David, Corina lave du linge. Évidemment, elle n'en touche mot à son mari. Le silence de Corina est le prix de la préservation de l'identité de son mari comme unique pourvoyeur de revenus.

D'après Corina, les revenus de l'atelier suffisent tout juste au quotidien, pas à l'épargne. Il en allait différemment lorsque David travaillait à la mine. Pour se marier, le couple avait réussi à épargner près de 300 dollars. Les revenus de la mine n'étaient pourtant pas supérieurs à ceux de l'atelier mais il n'y avait que deux enfants. Il est probable que le mode de rémunération et le passage des revenus hebdomadaires ou bimensuels de la mine à ceux, au jour le jour, de l'atelier explique également l'absence actuelle de thésaurisation. Lorsque David travaillait à la mine, les sommes reçues étaient plus importantes et permettaient de constituer d'un coup un « excédent » destiné à l'épargne. Cette opération était stimulée par le fait que le couple savait qu'il lui faudrait attendre encore au moins une semaine de nouvelles entrées. À l'inverse, du fait de leur quotidienneté, les revenus de l'atelier, moins importants sont aussi

moins rares. Leur gestion immédiate est donc moins orientée vers le futur. Ce d'autant que, à la différence des commerçantes de l'enquête, le couple ne se livre à aucun type de compartimentation permettant de canaliser les revenus vers des dépenses différentielles et l'épargne. On est tenté de penser que la gestion masculine de David est aussi moins prévoyante que celle des femmes. Une chose est sûre, à l'époque où il travaillait dans la mine, Corina possédait plus de contrôle sur les revenus de David. La feuille de paye était une alliée privilégiée pour exercer son droit de regard sur les revenus masculins. C'est donc aussi le passage d'une paye institutionnalisée aux revenus au jour le jour et à la disparition des instruments de contrôle féminin que traduit l'absence d'épargne du couple.

## Réflexions finales

### *Les revenus des commerçantes*

Les commerçantes de l'enquête se sont montrées enthousiastes à l'idée de calculer leurs marges. En revanche, elles n'ont pas souhaité connaître l'estimation de leurs dépenses, car « cela leur ferait trop de peine ». Toutes étaient conscientes que ces dernières seraient supérieures à leurs attentes. Ce sont les revenus, pas les dépenses, qui constituent la base de leur gestion professionnelle et familiale.

Concernant les premiers, une constatation s'impose : les femmes ne calculent pas leurs bénéfices de la même manière que celle utilisée lors de la systématisation des questionnaires, et les chiffres annoncés sont toujours inférieurs à nos propres estimations<sup>14</sup>. Costa et Elena calculent leurs bénéfices sur la base du prélèvement qu'elles s'autorisent chaque jour sur leurs recettes. Ce prélèvement devient ainsi une sorte de journal auquel sa régularité confère le statut de bénéfice. Son montant (10 à 15 bs) est calculé empiriquement, à la conjonction de deux critères : qu'il assure les besoins minimum de la famille sans diminuer le capital du fonds de roulement. Son calcul est également influencé par le salaire moyen d'une employée de maison qui ne dépasse pas les 400 bs. Principale alternative professionnelle des femmes de mineurs, l'emploi domestique est l'étalon de l'évaluation de leur valeur sur le marché du travail. On suppose que la vente est un peu plus rentable. Il semble cependant improbable aux commerçantes qu'elles puissent gagner au moins deux fois plus, ce qui est pourtant le cas.

Dans ces conditions, il semblerait que les commerçantes ne disposent pas de l'information nécessaire pour évaluer certains choix professionnels

comme d'abandonner quelque temps son commerce pour un emploi salarié à 470 bs dans le cadre d'un programme municipal de lutte contre la pauvreté. Sur la base de l'estimation de ses revenus à environ 450 bs, Costa a pensé poser sa candidature à l'Université comme femme de ménage. Elle aurait alors touché 650 bs par mois, pour 6 jours hebdomadaires, soit moins que ses revenus actuels. Cependant, nous avons vu qu'au-delà de leur montant exact, la régularité sous forme de salaire ou de prélèvements quotidiens confère aux revenus une valeur supplémentaire. C'est ce qui explique que le chiffre — en moyenne 500 bs — avancé par les commerçantes à la question de savoir de combien elles auraient besoin pour vivre bien soit inférieur ou égal à l'estimation de leurs bénéfices actuels. Cette réponse, encore une fois influencée par l'étalon de l'emploi domestique, doit se comprendre à la lueur de la comparaison entre le pouvoir d'achat du salaire que l'on peut gérer, avec lequel on peut acheter en gros et donc à moindre prix et affronter les importantes dépenses incompressibles (loyer, électricité...) et les revenus au jour le jour, à peine gagnés et déjà dépensés. Ce « vivre bien » ne s'entend d'ailleurs que dans ce contexte : celui d'assurer avec le moins d'insécurité possible le quotidien de la famille, pas d'augmenter son niveau de vie.

En raison de sa qualité de « gros » et de régularité, c'est d'ailleurs le salaire, avec le patrimoine — notamment la maison — mais avant le montant des revenus qui distingue riches et pauvres. À la question de savoir ce qu'est un riche et un pauvre :

Marina répond : « Un riche a un travail sûr, un salaire mensuel. Il ne travaille pas au jour le jour, juste pour manger. »

Pour Elena : « Les riches ? Ceux qui travaillent à la Mairie, à la Préfecture, les professeurs, les avocats, les médecins... ils gagnent bien, ils ont un salaire fixe. Leur femme est à la maison, elle a une employée, son mari gagne beaucoup et il ne la [les dépenses de sa femme] contrôle pas. » Combien gagnent-ils ? : « 2 000 bs D'autres gagnent 6 000, 8 000, 4 000. »

Ce témoignage est intéressant. D'abord parce que même si doña Elena touche des revenus équivalents (2 000 bs) à ceux des « riches », il ne lui viendrait évidemment pas à l'idée de se placer dans cette catégorie. On voit bien ici comment la régularité du salaire et le statut socialement supérieur du travail formel influencent la construction des catégories pauvre/riche. Parmi les autres éléments de la construction sociale de la richesse et de la pauvreté dans le discours d'Elena, retenons également son association entre l'importance des ressources et l'autonomie

féminine : la femme riche est au foyer, mais son mari ne contrôle pas ses dépenses. À l'inverse, ni quand elle était au foyer, ni quand elle s'est mise à travailler, Elena n'a jamais eu droit de regard sur les revenus de son mari.

Ainsi et malgré que la Bolivie n'ait jamais été à proprement parler une société salariale — même si l'emploi d'État (fonction publique, mines, etc.) fut important jusqu'à l'ajustement structural des années 1980 —, le salaire apparaît comme le référent de la richesse et l'étalon du calcul de la valeur du travail. De fait, un certain nombre de stratégies tendent à convertir l'argent du commerce en une sorte de salaire : la première est évidemment la tontine ; la seconde est la manière dont les femmes s'autorisent, une fois assuré le remplacement du capital, à un prélèvement quotidien calculé sur le salaire d'une employée de maison ; la troisième est liée à la compartimentation des revenus.

### *La compartimentation des revenus*

La complexité de la compartimentation des revenus des commerçantes est surprenante. Elle commence sur le lieu de travail où les argents sont physiquement séparés en fonction des marchandises : les fruits, les céréales, les bonbons, les cigarettes, etc. Chaque femme possède au moins trois ou quatre porte-monnaie, marmites en terre ou sacs plastiques, où elle garde l'argent sur le point de vente. La compartimentation permet d'avoir une idée des bénéfiques différentiels de chaque produit. Mais, l'argument n'est pas que comptable. En effet, la séparation physique des revenus permet de limiter et de contrôler les dépenses auxquelles chacun des revenus est destiné. Les marchandises les plus rentables sont associées au capital. Une fois le fonds de roulement remplacé et, le cas échéant, la tontine prélevée, ils sont assignés aux dépenses courantes. Les revenus d'autres marchandises pourront être thésaurisés pour des achats plus importants (gaz, chaussures, etc.), d'autres sont destinés à la diversification du capital, etc. Lorsque les femmes constituent une épargne, la compartimentation fonctionne comme un entonnoir qui draine l'argent non utilisé des dépenses courantes vers une rubrique de thésaurisation temporaire puis vers l'épargne à plus long terme, où il est souvent transformé en dollars. Dans le cas de Dionisia, c'est un compartiment entier — les revenus de la recharge des lampes de mine — qui est entièrement destiné à l'épargne. Cependant, l'augmentation du fonds de roulement constitue le principal mécanisme de thésaurisation. Cette constatation confirme l'équation du commerce avec le bétail, capital paysan. Les dépenses liées aux enfants, notamment leurs frais de

scolarité, constituent également une épargne retraite. Une fois que l'argent a quitté le circuit des dépenses courantes pour rejoindre l'épargne, il peut difficilement faire marche arrière. En cas de mévente donc, les frais d'alimentation quotidiens sont les premiers comprimés. La plainte récurrente selon laquelle, les revenus ne suffisent souvent même pas pour « le pain quotidien » est moins stéréotypée qu'il n'y paraît : le pain accompagné d'une boisson chaude est souvent le seul repas du soir.

La compartimentation des revenus du commerce coïncide également avec la logique agricole d'éparpillement géographique des exploitations. De même qu'un paysan espère qu'il ne grêlera pas sur tous ses champs à la fois, les commerçantes espèrent avoir de la chance pour au moins un type de marchandise. Et parce que la chance, ou l'infortune, imprègne la monnaie, ne pas mélanger ses revenus est le meilleur moyen de ne pas altérer sa chance — entendue comme la capacité intrinsèque de la personne de vendre tel ou tel produit, indépendamment de la conjoncture — ainsi une vendeuse peut avoir de la chance pour les bonbons, une telle autre pour les légumes. À l'inverse, se doter de monnaie auprès de riches commerçants augmente, par contagion, la fortune du négoce.

Au-delà de la nature des marchandises, la nature des revenus (bénéfices des ventes, journal, etc.) est également prise en compte pour la compartimentation. Les bénéfices au coup par coup du commerce alimentent toujours les dépenses quotidiennes. En revanche, les activités extra (cuisinière, lavandière...) permettent d'obtenir des revenus en gros assignés à des dépenses plus importantes, parfois au travers d'une thésaurisation temporaire. Au-delà du montant des revenus qu'elles rapportent, c'est aussi dans ce caractère de « gros » que se situe leur raison d'être. Les revenus des fruits et des légumes vendus par doña Elena entrent également dans cette catégorie. Le fait qu'ils soient obtenus à crédit confirme leur distinction. En effet, le mode d'acquisition des revenus entre également en ligne de compte pour la compartimentation.

L'alimentation familiale a pour origine l'effort des femmes, *via* leurs activités de commerçantes. Les dons et certains extra comme les 300 bs reçus en échange des questionnaires, qui ne sont pas directement liés au travail et au sacrifice des femmes, sont en quelque sorte dédouanés du rôle de servir la reproduction familiale. Marina a utilisé l'argent de l'enquête pour s'autoriser à fermer boutique durant une semaine, Costa a acheté une armoire pour son fils, Dionisia s'est offert un châte, Elena en a utilisé une partie pour payer l'opération de son fils et Corina l'a mis de côté pour quitter son mari. Cette équation entre l'effort et la reproduction familiale transparaît de la croyance selon laquelle les revenus faciles

comme ceux du vol, des pactes diaboliques, des trésors ou de la prostitution ne peuvent être épargnés, ni destinés à des dépenses socialement utiles. Ils sont par essence destinés à être dilapidés dans les bars et les bordels de la ville.

Au travers de l'expérience de Costa, nous avons fait allusion à un autre critère de compartimentation de l'argent lié à sa nature : son degré de complétude. L'argent complet se doit d'être en nombre pair et rond, de préférence multiple de dix. La complétude permet d'évaluer la réussite d'une vente. Ainsi, à l'heure de faire ses comptes, une commerçante dira plus volontiers « il manque pour cent bs » (*pachaq q'asa*) ou « pour que le compte soit rond, il doit y avoir un voleur » que « j'ai gagné 87 ou 93 bs » *Q'asa* qui désigne en quechua l'état d'un d'un couteau dont la lame est abîmée, d'une personne à qui il manque des dents ou d'une chemise sans boutons est par essence la qualification de l'incomplétude. Il se rapproche en cela du concept quechua impair (*ch'ulla*) — que l'on peut traduire comme « l'état de ce qui est dépourvu de l'élément avec lequel il forme un couple ». À l'inverse, les nombres pairs, les chemises à boutons ou les outils en bon état sont dits *kusa* qui signifie plus généralement « bien, correctement <sup>15</sup> », comme s'il s'agissait de l'état naturel des choses. Les billets de banque boliviens (10, 20, 50 et 100 bs), et *a fortiori* le dollar <sup>16</sup> — dont le fait qu'à l'inverse de la monnaie nationale il ne cesse de monter confirme les pouvoirs fertiles et le statut de reproducteur privilégié — matérialisent la complétude maximale de l'argent. Alors, les commerçantes rechignent à casser leur billet (*q'asarpasaq*) de peur que leur argent s'envole. Cette susceptibilité n'a rien d'originale. Ce qui est plus particulier est la conception de la fertilité de l'argent à laquelle répond également la volonté de conserver l'argent complet. De même que certains paysans considèrent que seuls les maïs qui possèdent un nombre de sillons multiple de deux peuvent devenir semences, l'argent conservé en nombre pair est plus apte à se reproduire et donc à être thésaurisé.

Cette qualité fertile de l'argent que les femmes sont plus à même que les hommes de stimuler, se manifeste également dans son mode de garde. Les marmites en terre où les commerçantes gardent la vente sur leur étal et le charbon qu'elles y placent évoquent l'association entre la chaleur, le foyer, la féminité et la multiplication de l'argent. Parfois un couple d'aimants, mâle et femelle, accompagne l'argent pour stimuler sa reproduction. Quant à la couleur noire des bourses tricotées que les femmes cachent sous leurs jupes, censée déboussolez les voleurs, elle rappelle aussi que l'obscurité est le domaine de l'inframonde, source de fertilité universelle <sup>17</sup>. Comme dit Marina, mettre son argent au noir est le

plus sûr moyen pour qu'il ne se termine jamais : « Le noir est plus chaud (*q'uñiq*), c'est plus de chance pour que ton argent ne se termine pas. » À l'inverse, payer la nuit alors que l'argent est en pleine époque de reproduction, expose le payeur à dilapider sa chance. Le fait que « l'argent attire l'argent » prend ainsi dans les Andes le sens particulier d'une reproduction. C'est la raison pour laquelle les tireuses ne doivent jamais rester vides. Même une monnaie de 10 centimes est une semence, indispensable à l'amorce de la reproduction monétaire.

La complétude est donc la qualité nécessaire pour la multiplication de l'argent et sa thésaurisation. À l'inverse, les fractions appelées *picos* (becs) sont des excroissances de l'argent qui altèrent sa complétude. La monnaie, les excédents d'un compte rond ne sont généralement pas comptabilisés, ils peuvent être dépensés en gourmandises ou offerts aux enfants. Lors d'une transaction majeure à 50 bs, il est difficile de se faire payer la somme exacte, les unités étant immédiatement dissoutes dans un compte rond. À la mine, les *picos* constituent la principale source des dépenses festives masculines. Si un groupe de travail doit se diviser 1 200 bs entre dix travailleurs, les deux cents du *pico* seront destinés à la tournée des bars et des bordels ; si la somme est moindre — 20 ou 40 bs — elle peut être dépensée par le recouvreur « pour son coca-cola ». La disparition des *picos* facilite évidemment la comptabilité. Elle s'inscrit également dans une conception de la prodigalité où compter ses centimes serait quasiment une faute morale. Mais elle répond aussi à cette idée que pour être totalement efficace et fertile, notamment dans le cadre de l'accumulation monétaire, l'argent doit être complet. Les *picos* ne sont pas compatibles avec la thésaurisation : dans le cas de Costa ceux de l'épargne peuvent revenir aux dépenses courantes. Quant à Dionisia, elle exclut les *picos* de ses dépôts bancaires. Ainsi, le degré de complétude de l'argent qui distingue l'argent apte à l'épargne des *picos* renvoyés aux dépenses extra, constitue un autre facteur de compartimentation.

La compartimentation suit également une logique temporelle : les revenus du samedi sont destinés au marché du dimanche, ceux du mois de décembre aux frais de Noël... le capital n'est alors pas toujours remplacé. Les ventes réalisées en fin de journée, alors que les commerçantes ont rangé leur étal sont parfois considérées comme des extra, un argent de poche destiné à s'acheter une soupe, un verre de jus. Le mari de Claudia, propriétaire d'un atelier de mécanique s'est même fixé des horaires pour compartimenter ses revenus : toute commande passée après 12 heures ou 17 heures alimente ses dépenses personnelles.

La dernière forme de compartimentation est évidemment celle liée aux producteurs de l'argent, entre autres à leur genre et à la non fongibilité des revenus masculins et féminins sur laquelle nous reviendrons. Dans tous les cas, la compartimentation ne répond pas qu'à des contraintes objectives de gestion de la pénurie et de la précarité. Tant la responsabilité et la gestion de l'alimentation quotidienne que les besoins d'épargne des commerçantes et leurs modes de calcul s'inscrivent dans ce qu'Isabelle Guérin<sup>18</sup> appelle la dimension sexuée de la monnaie qui inscrit ses usages dans un ensemble de droits et d'obligations qui renvoient à la construction sociale des rôles de genre. Plus encore, nous avons vu comment dans son aspect fertile, la monnaie est elle-même dotée d'attributions sexuelles mobilisées par sa reproduction et dont l'affinité avec la fécondité des femmes contribue à naturaliser leur statut de ministre des finances et de banque familiale.

### *Genres et revenus*

En milieu minier, le modèle officiel de l'organisation familiale du travail est celui de la femme au foyer — sans revenus propres — qui centralise et gère la paye du mari et des enfants non mariés. C'est ce que Michèle Perrot<sup>19</sup> (citée par Isabelle Guérin) appelle le « matriarcat budgétaire » typique des milieux ouvriers. En Bolivie, cette qualité de ministre des Finances de la mère et épouse est mise en scène lors des mariages populaires : au cours de la messe, l'homme pose dans les mains de sa femme 24 monnaies d'argent en lui disant qu'il lui remet désormais tout son salaire, tout son travail. Ce « tout son travail » doit évidemment s'entendre à l'exception de l'argent de poche du mari. Il est en effet socialement assumé que les hommes ont plus de dépenses personnelles que les femmes, notamment liées à des obligations de représentation sociale — festives ou professionnelles — plus importantes. Selon une construction sociale très répandue, les femmes se doivent à l'inverse de consacrer tout l'argent qui passe entre leurs mains à leur famille<sup>20</sup> ; les questionnaires confirment que leurs dépenses personnelles sont très faibles.

Dans le cas de figure idéal, l'argent de poche masculin est reversé par la femme à son mari qui lui a confié l'ensemble de sa paye. Plus généralement, il est prélevé par l'homme, avec ou sans son accord. Les stratégies des mineurs pour occulter l'argent de la paye avant de rentrer à la maison sont nombreuses. La meilleure est d'obtenir deux factures pour la vente du minerai : l'une pour le meilleur minerai, l'autre pour le plus pauvre. La première sera remise à la femme avec le montant



correspondant, la seconde vente alimentera l'argent de poche du travailleur. Et quand la femme décide d'aller elle même toucher la paye ?

« Même comme ça. Pour te dire, on arrive à l'entreprise [de commercialisation]. On dit : « Don Mario », et lui il sait déjà. Il dit à la femme : « Voici l'argent. » Et puis nous on dit « Zut, j'ai oublié de dire à Mario que j'ai besoin du camion. » On y retourne, et voilà ! Don Mario nous donne la seconde liquidation. » Il ne reste plus qu'à cacher l'argent mis de côté.

Après s'être fait prendre à cause d'une chaussette, don Victor a opté pour la ceinture à double fond : « La chaussette est souvent traîtresse, elle nous trahit. Mais la ceinture, presque jamais. La ceinture a une doublure, n'est-ce pas ? On la coupe avec une lame de rasoir et le tour est joué. »

Ces « trahisons » s'inscrivent tout de même dans le respect du rôle d'administratrice des finances de l'épouse. Dans d'autres cas, l'homme reconnaît à la femme un droit de regard sur sa paye — il lui montre sa paye — mais en conserve la gestion. Il lui remet alors une somme hebdomadaire ou mensuelle pour les frais d'alimentation. Cette organisation s'apparente à ce que Perrot<sup>21</sup> appelle le « mandat bourgeois ». La plupart des familles minières se partagent entre ce modèle et celui du « patriarcat budgétaire » qui représente la norme. Il est possible que ce clivage épouse grossièrement la ligne de partage entre les familles minières de tradition urbaine où le patriarcat est la norme, et les familles des migrants ruraux plus récents. Il serait alors lié au fait que, dans les campagnes de Potosi, les hommes qui vendent la production agro-pastorale et louent leur main-d'oeuvre en ville sont les principaux détenteurs des flux monétaires qui reviennent sous forme de marchandises dans les campagnes. Le dernier mode d'organisation de la famille minière correspond à l'expérience de Corina, privée de tout droit de regard sur les revenus de son mari et par là même d'un élément constitutif de son identité féminine ; ce, au profit d'une autre femme : sa belle-mère.

Les enfants en bas âge (cireurs, annonceurs de bus, vendeurs de journaux...) sont également censés remettre, au moins en partie, leur paye à leur mère. Plus âgés, ils gèrent eux-mêmes leur argent qu'ils doivent destiner à leurs frais vestimentaires et de scolarité. Mais s'ils font des économies, ils les confient à leur mère. Étonnamment, ce rôle maternel de banque se poursuit parfois après le mariage. C'est donc le cas de David qui remet plus volontiers ses revenus à sa mère qu'à sa femme mais aussi d'autres familles rencontrées durant l'enquête. Claudia, une jeune nourrice, vit également de manière douloureuse le manque de confiance de son mari qui a placé leur épargne sur un compte joint ouvert avec sa

mère. Il pourrait bien lui arriver la même déconvenue qu'à Marina qui s'est retrouvée sur la paille à la mort de son mari, ses beaux-parents refusant de lui remettre ses économies.

Dans les familles où la femme ne travaille pas, on observe ainsi un décalage entre le cadre idéologique de la circulation des revenus — mis en exergue par les transactions matrimoniales rituelles — qui veut que l'homme remette toute sa paye à la femme qui l'administre et la réalité des choses. Cette dernière, notamment dans le cas de Corina qui, loin d'être isolé, confirme la remise en cause de la notion de ménage comme catégorie caractérisée par un revenu et une consommation globale gérés par un chef de ménage altruiste et rationnel<sup>22</sup>. Dans les fait, on observe une sous-estimation de la pauvreté féminine et surestimation de la pauvreté masculine. Principalement utilisé pour manger et boire entre amis et collègues, on peut supposer que l'impact de l'argent de poche masculin sur la diète des hommes est loin d'être négligeable. Que penser aussi de l'usage de la notion de ménage pour l'analyse économique lorsque les économies sont remises à la mère plutôt qu'à l'épouse ?

Selon leur âge et leur trajectoire familiale, les femmes interprètent différemment leur dépendance économique. Pour les plus proches du modèle traditionnel du « patriarcat budgétaire », le plus douloureux est la privation de leur rôle féminin de gestionnaire. C'est le cas de Corina qui se compare à une mendicante parce que son mari lui refuse tout mandat. Pour d'autres en revanche, généralement plus jeunes et plus scolarisées, c'est l'absence de revenus personnels qui est en soi vécue difficilement. Ainsi, bien qu'elle gère conjointement avec lui une partie des revenus de son mari, Claudia dit avoir eu honte de ne pas ramener d'argent à la maison avant de devenir nourrice : « Cela me faisait honte, je demandais, je demandais, et je ne rapportais rien à la maison. » Mais que se passe-t-il concrètement lorsque les femmes se mettent à produire des revenus propres ? Leur pouvoir et leur niveau de vie augmentent-ils ? Leur situation est-elle plus enviable que celle de leurs consœurs au foyer ?

### *Lorsque les femmes se mettent au travail*

Il existe plusieurs voies pour qu'une femme au foyer se mette au travail. Le célibat, la mort du conjoint ou la séparation en sont une. Une autre est la stratégie de Corina qui cherche à obtenir des revenus supplémentaires sans passer par son mari et sans remettre officiellement en cause les rôles familiaux. Du coup, elle lave du linge en cachette et ses revenus échappent à toute forme d'enregistrement. Mais qu'en est-il des femmes mariées qui produisent ouvertement des revenus ? Nous avons vu

que dans la société minière, la construction idéologique du commerce de détail comme non travail et non producteur d'argent permet d'éviter l'affrontement avec les rôles traditionnels de genre. Associé à la fertilité monétaire, il prolonge l'entreprise de naturalisation des rôles féminins de banque familiale. Dans les faits cependant, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail implique une refonte totale des rapports sociaux attachés aux revenus<sup>23</sup>.

La mise au travail des femmes s'accompagne parfois de brimades où elles se font traiter d'hommes par leurs maris. Mais dans un certain nombre de cas, l'homme accepte de partager avec sa femme commerçante son rôle de pourvoyeur de revenus. Cependant, l'attribution d'un pouvoir d'achat différent aux revenus masculins et aux revenus féminins lui permet de préserver quelque chose de son statut antérieur. Les mineurs salariés ou retraités touchent leur paye chaque mois, les coopérateurs chaque semaine ou chaque quinze jours, lorsqu'ils vendent leur production. De ce fait, les hommes mineurs génèrent un argent « en gros » dont nous avons vu qu'il est par essence plus valorisé que les revenus au jour le jour, centime par centime, des commerçantes. Le destin de ces revenus masculins confirme leur plus-value. Ils sont affectés à des achats en gros, notamment des vivres secs qui devront durer jusqu'à la prochaine paye et des dépenses importantes comme le loyer ou la facture d'électricité. Leur pouvoir d'achat est par là même plus mesurable et visible que celui des revenus féminins du commerce, aussitôt engloutis par l'alimentation quotidienne. Indépendamment de leur valeur réelle et de leur poids dans l'ensemble des dépenses familiales, ces derniers sont ainsi construits comme revenus d'appoints.

Mais tous les hommes ne se satisfont pas de ce dépassement par l'imaginaire de l'altération de leurs prérogatives masculines. Une constatation surprenante de l'enquête est le désengagement d'un certain nombre d'entre eux du budget familial lorsque leur femme commence à produire des revenus. Les bénéficiaires du commerce vont alors couvrir l'ensemble des dépenses autrefois assumées par l'homme. Au mieux, il remet une sorte de pension mensuelle dérisoire à sa femme, au pire plus rien du tout. Dans le cas de Yuli auquel son mari serveur ne remet désormais plus que ses pourboires et conserve pour lui son salaire, on observe une inversion de l'affectation classique des revenus masculins. Dans les trois cas cités, il est significatif que les hommes replient leurs revenus vers l'épargne qui fonctionne alors comme un nouveau ressort de pouvoir — les hommes restent plus riches que les femmes et leur avenir mieux assuré — et de prestige en prolongeant la distinction hiérarchique

entre les revenus masculins et ceux des femmes. L'épargne, qui correspond théoriquement au solde des revenus une fois les dépenses courantes assurées, préserve l'aura supérieure des revenus masculins déplacés de leur rôle traditionnel par ceux des femmes. Si elle se concrétise, comme prévu, par l'achat d'un terrain ou d'une maison, l'épargne n'en sera que plus prestigieuse et plus éloignée du pain et des pommes de terres qui englobent les revenus féminins. Tant l'assignation des revenus masculins à des dépenses plus prestigieuses que celles des commerçantes, comme leur thésaurisation participent à ce marquage sexué de la monnaie qui permet d'atténuer le bouleversement des rapports sociaux et des identités de genre introduit par les revenus féminins.

Ce n'est évidemment pas en terme de domination mais de pérennité de l'harmonie du foyer que les mineurs s'opposent au travail des femmes. Lorsque les femmes travaillent, disent-ils, elles ne s'occupent plus des enfants, ni de leur mari. Non seulement la femme refuserait désormais l'ordre social établi mais pire encore, elle assumerait son nouveau rôle de pourvoyeur de revenus avec bien moins d'altruisme que les hommes :

« Avant quand la femme ne travaillait pas, elle était esclave de l'homme. Mais maintenant je vois qu'avec la libération féminine, la femme commence à gagner comme l'homme mais l'homme ne peut rien lui demander. Ca c'est de l'égoïsme : elle ne veut pas partager le fruit de son travail avec son propre compagnon. Quand l'homme était le seul à gagner de l'argent, il devait obligatoirement partager avec tous le fruit de son travail... »

### *En guise de conclusion*

Nous signalons au début de cet article l'importance de prendre la mesure de l'influence particulière du milieu minier sur les situations exposées. Dans d'autres contextes, comme celui des villes de La Paz et de El Alto, on perçoit une acceptation majeure du travail féminin par les hommes des milieux populaires<sup>24</sup> et plus généralement une moindre inégalité de genre, et ce y compris dans les siècles passés<sup>25</sup>. Cette différence est vraisemblablement liée au milieu ouvrier modelé par le salariat et qui dans sa recherche de promotion sociale revendique la figure de la femme au foyer et le patriarcat des classes dominantes. À l'inverse, dans les villes citées, où il n'existe pas une telle médiation, le milieu des commerçantes de détail majoritairement issues de la migration rurale semble beaucoup plus structuré par les modèles paysans du partage des tâches productives. On y voit des maris qui travaillent pour leur femme,

s'occupent de la maison et des enfants en leur absence, ce qui reflète une certaine flexibilité des rôles de genre inédite dans le monde minier. C'est également à la lueur de cette différence qu'il faut entendre le désengagement masculin de l'économie familiale. Le mariage en milieu minier implique la cessation des activités économiques pré-nuptiales des femmes. La situation serait vraisemblablement différente si les femmes n'avaient jamais cessé de travailler. Cette constatation incite ainsi à distinguer dans l'analyse, le travail des femmes en général et leur mise au travail après le mariage. Certains témoignages recueillis par Silvia Rivera<sup>26</sup> semblent cependant indiquer que ce désengagement s'observe également dans d'autres contextes.

Au-delà des divergences, nos observations coïncident également avec les études menées en Bolivie<sup>27</sup> et ailleurs<sup>28</sup> qui montrent que la production de revenus n'implique pas forcément une augmentation du pouvoir de négociation des femmes face aux hommes, ce qui tempère fortement les postulats des programmes de microcrédit et de mise au travail des femmes au nom du développement et de la lutte contre la pauvreté. Plus encore, notre étude montre que le travail féminin ne s'accompagne pas non plus d'une augmentation du niveau de vie des familles, amputé des revenus masculins. Elle implique en revanche une plus lourde responsabilité pour les femmes et l'allongement de leur journée de travail. Parce que, comme le soulignait Isabelle Guérin<sup>29</sup>, de même que les pratiques monétaires ne sont pas seulement un mode de gestion de l'incertitude mais aussi l'expression des affiliations sociales entendue comme l'ensemble des droits et des obligations dont chacun se sent investi, de même l'accès aux revenus ne suffit pas à garantir l'intériorisation de nouveaux rapports sociaux. Qu'elles travaillent ou qu'elles ne travaillent pas, ce sont de toute manière les femmes qui supportent la plus grande pression : parce qu'elles ne gagnent pas assez pour assurer l'alimentation quotidienne ou bien parce qu'elles sont considérées par leur mari comme de mauvaises gestionnaires. Le travail féminin n'est qu'une réponse incomplète à la pauvreté et à la domination monétaire masculine. Comme le notaient les chercheurs du CEDLA<sup>30</sup>, il constitue en revanche une réponse parfaite à l'abaissement du coût du travail des entreprises en permettant de réembaucher à moitié prix un salarié licencié à 1 000 bs dont la femme se serait entre temps mise à travailler.

## NOTES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Le bolivien (bs) est la monnaie bolivienne. Aussi appelé *peso*, il équivaut approximativement à 10 centimes d'euro durant l'enquête.
2. L'effort est une valeur cardinale du monde paysan andin. Étroitement lié à la production, il se décline aussi dans d'autres registres. Lors des fêtes, la dimension quasi sacrificielle de la danse, qui se prolonge des jours durant, participe de ce culte de l'effort. Dans les campagnes de Sucre, on dit des mariés qui ne dansent pas jusqu'à perdre haleine « qu'ils vont être paresseux et ne vont pas produire bien » (Santiago PORCEL, Claudia HERNANDEZ et Roman QUISPE, *Matrimonio Jalq'a*, Colección Cultura Comunitaria del Sur de Bolivia, n° 1, Fundación ASUR, Sucre, 2002, p. 27). C'est aussi comme un refus de l'effort et non comme le résultat des restrictions du marché du travail que les paysans interprètent la mendicité de certains d'entre eux : « ils ne travaillent pas parce qu'ils sont paresseux, car ils ont des pieds, des mains... » Mendier est d'ailleurs presque exclusivement féminin. De par sa connotation paysanne, la valeur effort participe de l'ethnisation des emplois et des catégories sociales. Pouvoir porter des charges lourdes définit l'âge du mariage des jeunes paysans — l'aptitude au tissage déterminant celui des femmes — et de la migration temporaire en ville où ils occuperont fréquemment des emplois de porteur. À l'inverse, la paresse est une valeur essentielle de la jeunesse urbaine dorée qui la distingue du monde rural et indigène (Alex LOPEZ, *Jailones. Entorno a la identidad cultural de los jóvenes de la élite paceña*, PIEB ed., La Paz, 2003).
3. Alison SPEDDING et David LLANOS, *No hay ley para la cosecha. Un estudio comparativo del sistema productivo y las relaciones sociales en Chari y Chulumani*, La Paz, PIEB ed., La Paz, 1999, p. 126.
4. Dans les champs, les produits agricoles grandissent et mûrissent (*puqay*) ; ils se multiplient aussi (*askayay*) mais différemment des animaux, des hommes et de l'argent, à l'exception de l'argent métallique qui se reproduit « comme des pommes de terre » (Pascale ABSI, *Les ministres du diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosi, Bolivie*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 270-271).
5. Voir les différents articles in Denise Y. ARNOLD (éditeur), *Mas allá del silencio. Las fronteras del genero en los Andes*, La Paz, CIASE/ILCA ed., 1997.
6. Cette association entre la reproduction de l'argent et l'attachement des femmes mariées à l'espace domestique se retrouve dans la croyance selon laquelle la mobilité, qualité masculine, stérilise la fortune : « ceux qui vont partout à chercher fortune, muyuq wayra [vent tourbillonnant], ils n'ont jamais de chance. Il faut travailler dans une seule chose, que tu gagnes, que tu ne gagnes pas, ça va bien pour toi. »
7. Pascale ABSI, *op. cit.*, p. 273-274.
8. Pour la même raison, il est admis qu'un premier né fille porte chance à la prospérité du foyer.
9. Le fait que tant les usagers que les organisateurs des tontines locales et les petits usuriers soient toujours des femmes s'inscrit dans cette féminisation de la multiplication de l'argent.
10. Les *criadas* (littéralement « élevées ») sont de toutes jeunes filles hébergées et nourries par une famille en échange de travaux domestiques.
11. Dans notre enquête, cette somme inclut les bénéfices de jus et des gâteaux en dépôt.
12. Les apports peuvent être en dollars, en monnaie nationale ou en nature (riz, nouilles, etc.).

13. Les messes sont célébrées à un mois, trois mois, six mois et un an après la mort du défunt.
14. Ces derniers ne valent d'ailleurs que comme des approximations. Leur mode de calcul est en soi-même tronqué par la confusion entre certaines dépenses professionnelles et la sphère domestique (transport des marchandises, etc.).
15. Herrero y Sanchez DE LOZADA, *Diccionario quechua*, Cochabamba, CEFCO ed., 1993. Pour une étude approfondie des nombres et de leurs significations dans le monde andin, on se rapportera à l'ouvrage de Gary URTON, *The Social Life of Numbers*, Austin, University of Texas Press, 1997.
16. Comme l'exprimait Dionisia durant l'enquête : « l'épargne en bs est une épargne en mouvement [c'est-à-dire qui peut être dépensée], alors que le dollar est une épargne sans mouvement. »
17. Selon Gary URTON (*op. cit.*, p. 90 et 93), l'obscurité est l'origine de toutes les couleurs et de tous les numéros.
18. Isabelle GUÉRIN, *Pratiques monétaires et financières des femmes en situation de précarité. Entre autonomie et dépendance*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Lumière Lyon 2, 2000.
19. PERROT Michèle, « Les échanges à l'intérieur de la famille. Approche historique », in François DE SINGLY (ed.), *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 91-106, 1991.
20. Isabelle GUÉRIN, *op. cit.*
21. Michèle PERROT, *op. cit.*
22. Jacqueline LAUFFER, Catherine MARRY, Catherine et Margaret MARUANI (dir.), *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, 2003.
23. Pour un exposé de l'insertion croissante des femmes boliviennes sur le marché du travail, le lecteur se référera à Silvia RIVERA, *Birlochas. Trabajo de mujeres : explotación capitalista y opresión colonial entre las migrantes aymaras de La Paz y El Alto*, La Paz, Ed. Mama Huaco, 2001 [1996, 1<sup>e</sup> édition], p. 91-118 y 128-129 ainsi qu'à Nastasha LOAYZA qui rapporte une augmentation de la participation féminine deux fois supérieure à celle de l'ensemble de la population active depuis 1985 (*Trabajo de las mujeres en el mundo global. Paradojas y promesas. Mujeres aymara urbanas en los mercados de La Paz y El Alto*, La Paz, Centro de Promoción de la Mujer, Gregoria Apaza, 1997, p. 14).
24. Natasha LOAYZA C. (*op. cit.*) et Silvia RIVERA C. (*op. cit.*).
25. Rossana BARRAGÁN, « Miradas indiscretas a la Patria Potestad : articulación social y conflictos de genero en la ciudad de La Paz, Siglos XVII-XIX », in Denise Y. ARNOLD, *Más allá del silencio. Las fronteras del genero en los Andes*, La Paz, CIASE/ILCA ed., 1997, p. 407-454.
26. Silvia RIVERA, *op. cit.*, p. 170-172.
27. Silvia RIVERA, *op. cit.*, p. 78 et 88.
28. Isabelle GUÉRIN, *op. cit.* ; Mireille LECARME-FRASSY, *Marchandes dakaraises entre maison et marché. Approche anthropologique*, Paris, L'Harmattan.
29. *Ibidem.*
30. Voir note 1.

Absi Pascale (2007)

Il ne faut pas mélanger les fortunes : travail, genre et revenus chez les commerçantes de Bolivie

In : Hernandez Valeria (dir.), Ould Ahmed Pepita (dir.), Papail Jean (dir.), Phélinas Pascale (dir.). *Turbulences monétaires et sociales : l'Amérique latine dans une perspective comparée*

Paris : L'Harmattan, p. 355-393. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-03181-4